NOTRE DOSSIER :

Un monde surpeuplé, ou mal organisé ?

p. 8 et 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 582 - 28 juillet 1979 - prix : 4,50 F

Transports en commun parisiens :

LES USAGERS S'ORGANISENT

P. 5

Sécurité sociale :

Non au racket contre les travailleurs

U.S.A :

les trusts pétroliers font la loi.

p. 16

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 4 :

— **Rhodésie : le pouvoir raciste blanc à l'œuvre.**
— **Iran : contre les minorités nationales, la même répression qu'au temps du chah.**

Pages 8 et 9 :

— **UN MONDE SURPEUPLE ? OU MAL ORGANISE ?**

Page 10 :

— **Conférence de Rome : des palabres pour masquer l'appauvrissement du Tiers Monde.**
— **Conférence de Genève : les vœux pieux.**

EN FRANCE

Page 5 :

— **Les usagers des transports en commun préparent la rentrée.**

Page 6 :

— **Les marchands de canons français n'ont pas la frite.**
— **Tahiti : l'envers du décor.**

Page 7 :

— **La lutte des résidents des foyers Sonacotra.**
— **Martinique : la police à l'œuvre.**

Page 11 :

— **EDF : les consommateurs responsables ?**
— **Marée noire : de tristes records.**

Page 12 :

— **Camping sauvage interdit !**
— **Le droit d'avortement en jugement.**

DIVERS

Page 13 :

— **Des livres de poche pour l'été.**

Page 14 :

— **Films :** Boulevard Nights ; Mon nom est Bulldozer ; Avalanche Express ; The Who : the kids are all right.

Page 15 :

— **Livres :** Madame Le... **de Françoise Gaspard ;** Banana Brava **de J. Mauro de Vasconcelos.**
— **Giscard à** Apostrophes **: fermez la parenthèse !**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : **INTERPRESS**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Monory jongle avec les chiffres mais pique dans nos poches

Ah ! il était content, Monory, notre ministre de l'Economie, en présentant mercredi 25 juillet l'indice des prix à la consommation de juin. Il plastronnait devant la presse : 0,8 % d'augmentation des prix en un mois et, à l'entendre, **« le rythme de l'inflation est revenu à un niveau plus raisonnable ».** Promis, juré, tout va bien. La preuve ?

C'est là que les choses se gâtent. Monory a eu beau torturer les chiffres, les statistiques officielles, il a quand même dû avouer que cette année l'inflation avait encore augmenté par rapport à 1978. L'an passé, la hausse a été officiellement de 9,7 %, alors que l'on prévoit déjà qu'elle dépassera 11 % pour 1979. En clair, en 1978 un salaire de 3.000 F en janvier ne valait plus que 2.809 F en pouvoir d'achat au mois de décembre. Cette année, un même salaire de 3.000 F ne vaudra plus que 2.670 F en décembre ; et encore, si l'inflation ne s'accélère pas. Et après cela, Monory a le culot de dire que cela s'arrange !

En guise de consolation, ce monsieur nous explique que l'inflation a moins progressé ici que chez nos voisins. En France, le rythme de l'inflation aurait à peine augmenté, dit Monory, de 0,5 % en un an, tandis qu'en Allemagne il aurait crû de 30 pour cent durant la même période. Il y a tout de même un « petit » détail qu'oublie allègrement ce ministre : c'est qu'en Allemagne, même avec cette hausse spectaculaire, les prix n'ont augmenté que de 3,7 %, tandis qu'en France ils ont pris plus de 10 % en un an !

Monory pavoise, mais il se paye notre tête. Son indice-miracle de 0,8 pour cent (sans doute bien inférieur à la réalité, d'ailleurs) ne peut abuser personne. Car au moment même où il l'annonçait, notre porte-monnaie, lui, venait d'enregistrer un véritable matraquage de hausses (sur les loyers, sur les transports, l'essence, les péages autoroutiers, les communications téléphoniques). Hausses qui, selon les cas, vont de 5 % à 20 %, voire 100 % et plus pour certains loyers, et que l'indice officiel n'a pas encore pris en compte, alors que nous, nous avons déjà dû les supporter dans notre budget. Cela, sans parler de la hausse prochaine des retenues de Sécurité sociale.

Que le gouvernement ait fait le choix de sacrifier notre niveau de vie, cela n'étonnera personne. Qu'il ait la volonté de faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs, c'est certain. Maintenant, qu'il y arrive, c'est une autre affaire, qui dépend uniquement de nos réactions.

P.L.

Mono... ry et les banques aussi

S'il en est qui ne croient pas les mensonges de Monory, ce sont les banquiers. Ces gens-là sont bien au fait des affaires et bien trop préoccupés de leurs profits pour voir du rose là où il n'y a que du gris et du noir.

Le ministre peut bien parler de **« ralentissement de l'inflation »**, d'amélioration de la situation : les banques, elles, n'en croient pas un mot. A preuve d'ailleurs le fait que le taux de l'argent « au jour le jour » (c'est-à-dire les transactions financières au coup pour coup) ne cesse de grimper et que trois banques (la Société Générale, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord), qui seront sans doute bientôt suivies par d'autres, viennent de relever leur « taux de base ».

En pratique, cela signifie que, lorsque vous demandez un crédit pour acheter une voiture, pour vous meubler ou pour toute autre chose, cela vous coûtera encore plus cher.

« Tout va très bien, Madame la marquise », chante Monory... « pour les banques », répond l'écho !

Il faut payer pour passer le pont

On ne peut prétendre que le gouvernement et la majorité laissent traîner les choses... Du moins lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux usagers. C'est ainsi que le péage vient d'être réinstitué pour franchir le pont qui permet d'accéder à l'île d'Oléron.

Le 16 février 1979 en effet, le Conseil d'Etat saisi par les usagers avait, s'appuyant sur une loi de 1880, jugé irrégulière toute perception de redevance sur les ouvrages d'art entrant dans le patrimoine des voies nationales et départementales, et décidé qu'il n'était pas légal de faire payer pour se rendre dans l'île, attitude qui relève du simple bon sens et de la justice.

Mais cela pouvait constituer un précédent dangereux et contagieux. Pensez donc ! Que des usagers puissent bénéficier gratuitement du « patrimoine national » — construit d'ailleurs avec l'argent de leurs impôts — quel scandale ! Sans attendre, le gouvernement a fait déposer un projet de loi au Parlement, qui tout aussi rapidement fut voté le 26 juin et qui permet des dérogations à la loi de 1880. Et presque aussitôt, le Conseil général de Charentes-Maritimes, à qui revient la décision, vota la décision de rétablir le péage, en profitant pour l'augmenter. On ne peut expliquer une telle célérité que par la volonté de ne pas louper les vacanciers de cet été, pris au piège, qui devront payer pour en sortir, et ceux qui s'y rendront au mois d'août.

Le pouvoir fait décidément tout pour qu'on ne l'oublie pas, même en vacances !

La dernière trouvaille de la SNCF : tarifs en pointe et idées creuses

D'après *France-Soir* du 21 juillet, la direction de la SNCF envisage de créer un tarif spécial (réduit) pour les « heures creuses ».

Ainsi, nous qui venons de subir une hausse de 22 %, nous aurions la consolation de penser que le train coûte moins cher... quand nous ne sommes pas dedans.

A moins que les responsables de la SNCF ne s'imaginent avoir trouvé un moyen de nous inciter à prendre moins le train aux heures de pointe et davantage aux heures creuses : on ne sait jamais, des fois qu'il nous prenne des envies de train à 11 heures du soir et de grasse matinée à 8 heures du matin.

Quoi qu'il en soit, la mise en place d'un tarif « heures creuses » risque de poser de subtils problèmes. Par exemple, sur le réseau banlieue, les heures de pointe dans le sens Paris-banlieue sont des heures relativement creuses dans le sens banlieue-Paris, et vice-versa. Sans parler du fait que, de toute façon, lesdites heures creuses sont de plus en plus rares... et de moins en moins creuses.

C'est pourquoi, pendant que les grosses têtes de la direction de la SNCF étudient ces intéressants problèmes, de nombreux usagers, de leur côté, envisagent de compléter ce tarif réduit « heures creuses » par un tarif encore plus réduit et qui, lui, serait de pointe...

J.L.C.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 140 F
pour une période de six mois : prix : 80 F
LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).
Ci-joint la somme totale de : francs .. ..
.. ..

NOM : .. ..
.. ..
Prénom : .. ..
.. ..
Adresse : .. ..
.. ..
.. ..
Code postal : .. ..
.. ..
.. ..

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

(1) Rayer les mentions inutiles.

SÉCURITÉ SOCIALE

Non au racket contre les travailleurs

EN décidant d'augmenter de 1 % la cotisation des salariés à la Sécurité sociale, le gouvernement s'attaque une fois encore aux travailleurs. Une attaque ouverte, directe, qui se traduira à la rentrée sur les feuilles de paye de chacun par la baisse du salaire que l'on touchera.

Car il ne faut pas compter sur le gouvernement, qui préconise le blocage des salaires, ni sur les patrons, qui sont trop contents d'appliquer une telle consigne, pour compenser ces 1 % par une augmentation des salaires.

Cette attaque vient s'ajouter à toutes celles qui, au cours des semaines passées, se sont accumulées : hausses des tarifs publics, électricité, gaz, des tarifs des transports en commun, hausse de l'essence, pour ne parler que de ce qui dépend directement du gouvernement.

Il y a un mois, on nous expliquait que la « croissance zéro » des salaires était justifiée par la facture pétrolière de la France. Aujourd'hui, on nous raconte que l'augmentation de la cotisation est rendue nécessaire par le déficit croissant de la Sécurité sociale. Le mensonge change, mais par contre, ce qui ne change pas d'un mois sur l'autre, ce sont ceux qui sont appelés à payer la note : les travailleurs. Et cette note, c'est une note indue, falsifiée. Les comptes qu'on nous présente sont des comptes truqués.

Car si la Sécurité sociale est en déficit, ce n'est pas, comme on le dit, parce que les travailleurs se soignent trop, parce qu'ils abuseraient des bienfaits des progrès de la thérapeutique. Les chiffres sont là qui montrent que les dépenses de santé en France ne sont pas supérieures à celles des autres pays industrialisés d'Europe. Et même si c'était le cas, n'est-ce pas la moindre des choses, aujourd'hui, de pouvoir bénéficier des progrès de la science ? Mais ce n'est pas le cas.

Si la Sécurité sociale est en déficit, c'est qu'elle doit supporter des charges qui, normalement, ne lui incombent nullement. C'est elle qui finance la formation des médecins et qui fournit une part importante des revenus des professeurs de médecine. C'est elle qui supporte les frais de financement et d'équipement des hôpitaux. Toutes choses qui, normalement, devraient relever du budget de l'Etat.

Sans oublier les milliards de cotisations perçues par les patrons et qui n'ont pas été reversés à la Sécurité sociale. Car la dette patronale, sur plusieurs années, se monte à plusieurs milliards de francs. Certes, une partie de cette dette est due par des entreprises qui, depuis, ont fait faillite, mais une partie seulement. Quand il s'est agi de couvrir les dettes des trusts de la sidérurgie, dettes qui dépassaient celles de la Sécurité sociale, le gouvernement l'a fait sans rechigner, sans crier au scandale comme il le fait aujourd'hui à propos du prétendu « trou de la Sécurité sociale »... Mais il s'agissait de l'argent et du capital des patrons, et pas de l'argent des travailleurs !

Et puis, qu'est-ce que ce « trou », comparé aux profits des trusts et en particulier de ceux qui bénéficient, grâce à la Sécurité sociale, d'un marché protégé, les trusts pharmaceutiques ? Mais il n'est nullement question, pour le gouvernement, de s'en prendre à ceux qui détournent l'argent de la Sécurité sociale, l'argent des travailleurs.

Il n'est d'ailleurs pas question, en augmentant par exemple la part du patronat, de s'attaquer ne serait-ce qu'un peu aux profits des grandes sociétés. Le gouvernement a tenu à le rappeler, encore qu'une telle précision soit inutile : « Nous n'augmenterons pas les charges sociales des entreprises, a-t-il dit, pour ne pas nuire à leurs efforts dans la création d'emplois ». Ce qui n'empêche pas, bien sûr, les patrons d'embaucher moins qu'ils ne débauchent, puisque le nombre des chômeurs augmente.

Hausse des transports, de l'essence, des prix, augmentation des cotisations de la Sécurité sociale : l'addition que le gouvernement veut présenter aux travailleurs à la rentrée sera lourde. Il faut nous préparer à refuser de payer.

Arlette LAGUILLER

Convention sociale dans la sidérurgie

Le gouvernement tente de désamorcer la tension sociale

Après la signature, mardi soir 24 juillet, de la convention sociale sur la sidérurgie entre le patronat et les organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC, CGC), à l'exception de la CGT, le gouvernement et le patronat ne cachent pas un certain soulagement.

Le conflit, commencé il y a plusieurs mois, constituait une sorte de foyer de tension sociale qui risquait à tout moment de devenir explosif. Et il est certain que le gouvernement et le patronat ont préféré mettre un peu d'eau dans leur vin et faire quelques concessions plutôt que d'aborder avec cette épine dans le pied la rentrée de septembre, qui sera marquée par de nouvelles hausses et de nouvelles attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

Nous ne savons pas si ces mesures suffiront à ramener le calme dans la sidérurgie. Mais une chose est sûre, c'est que, sans leurs luttes de ces derniers mois, les travailleurs de ces secteurs n'auraient même pas ces quelques garanties qu'ils ont pu arracher.

Mais le patronat et le gouvernement, en accordant des concessions ponctuelles, veulent faire disparaître ce qu'il faut bien appeler des points noirs dans la situation sociale et une menace pour la paix sociale à la rentrée.

Le patronat accorde la mise en pré-retraite de 12 000 à 12 500 (les estimations varient) travailleurs de 50 à 55 ans, avec de 70 à 80 % du salaire selon les cas, plus des compléments variables. Pour quelque 4 000 autres travailleurs, il propose des mutations avec un système complexe d'offres de réemploi accompagnées de compensations, au cas où les mutations s'accompagneraient de déclassement. C'est aussi une réduction d'une heure de la durée hebdomadaire de travail pour les travailleurs en continu, qui font actuellement 42 heures et en feront donc encore 41 ! C'est enfin l'octroi d'une prime de 50 000 francs pour tous ceux qui feront une demande de départ volontaire.

Quand on fait l'addition et que l'on se rend compte que la plupart des dédommagements accordés seront financés soit par l'Etat soit par les caisses d'allocations chômage, force est de constater que la note est bien légère pour les patrons de la sidérurgie, à qui toutes les restructurations vont profiter et dont il est bien difficile de dire combien de milliards de subventions ils ont déjà empochés.

Mais cette convention pêche encore par bien d'autres choses. Tout d'abord elle est loin de résoudre les problèmes des travailleurs concernés. Tous ces palliatifs destinés à aménager le chômage se traduiront tout de même par une dégradation de la situation des travailleurs touchés et par la détérioration des conditions des autres catégories sociales de la région. Le système des mutations, dénoncé par la CGT à juste titre, n'est pas le seul point noir. En effet 10 ou 20 % de revenus en moins pour ceux qui vont en pré-retraite, cela ne fait pas le compte. Cinq millions, mais pas de travail, pour ceux qui vont partir, cela ne garantit pas l'avenir.

D'autre part, en plus de ces insuffisances, cette convention laisse entier le problème général du chômage, qui se pose à la classe ouvrière de façon de plus en plus critique, montrant de plus en plus clairement, au fur et à mesure que le nombre des chômeurs s'accroît, que le problème n'est pas d'aménager le chômage, mais de le refuser en s'opposant aux licenciements et aux fermetures d'usines.

Enfin il pose à nouveau le problème, pour l'ensemble de la classe ouvrière, de coordonner les luttes et les actions et de se donner une tactique d'ensemble pour faire échec à la politique du gouvernement et du patronat, qui consiste à attaquer en ordre dispersé pour faire payer la crise à tous en tentant d'éviter d'avoir à affronter justement cette riposte d'ensemble qu'ils craignent.

H.M.

Iran

Contre les minorités nationales, la même répression qu'au temps du chah

En Iran, la situation est extrêmement tendue dans deux provinces, le Khouzistan et le Kurdistan, où règne une forte agitation autonomiste.

La population iranienne est formée d'une mozaïque de nationalités. Face à la majorité persanne, on trouve des Kurdes, des Baloutches, des Azerbaïdjanais, des Arabes ; ces minorités nationales constituent la majorité de la population dans certaines provinces : les Kurdes au Kurdistan (dans le nord du pays), les Arabes au Khouzistan (région riche en pétrole, située dans le centre de l'Iran). En plus de la misère qui est le lot de la majorité des Iraniens, ces minorités sont victimes d'une oppression nationale qui alimente depuis longtemps des sentiments séparatistes.

Le renversement du régime du chah, en janvier dernier, aurait suscité, rapporte **Le Monde,** quelques espoirs parmi ces nationalités opprimées ; mais les nouvelles autorités se sont chargées de faire comprendre à ces populations que tout resterait comme avant. C'est ainsi qu'au Khouzistan a été nommé un nouveau gouverneur, l'amiral Madani, un « pur Persan » comme il se qualifie lui-même ce qui ne pouvait manquer d'apparaître comme un affront à la majorité arabe de cette province. Ce nouveau gouverneur est rapidement devenu la bête noire de la population arabe, et depuis plusieurs mois, manifestations, grèves, mouvements de désobéissance civile et même attentats se sont multipliés au Khouzistan. La répression a été brutale. Toutes les organisations arabes ont été interdites, certaines de leurs permanences saccagées ou incendiées ; plus de trois cents personnes ont été arrêtées et quinze d'entre elles ont été condamnées à mort et exécutées par les « tribunaux révolutionnaires » khomeinistes. Et encore ne s'agit-il que des chiffres communiqués par le gouverneur lui-même.

Au Kurdistan, l'armée iranienne est intervenue, le dimanche 22 juillet. On ignore le nombre de victimes. Dans certaines localités, la population s'est enfuie à l'annonce de l'arrivée de l'armée ou de « gardiens de la révolution ». Mais l'armée iranienne affronterait une forte résistance de la part des **pechmergas** (combattants kurdes).

Face aux aspirations nationales des minorités, le nouveau régime iranien adopte exactement la même attitude que le chah : la répression !

Jean-Louis CHAMPENOIS

Une musique d'enfer

L'ayatollah Khomeiny a suggéré la suppression de tous les programmes musicaux à la radio iranienne. **« La musique est l'opium du peuple »,** a-t-il déclaré et d'ajouter : **« La musique est telle l'opium. Quand le cerveau s'y habitue, il perd après quelque temps son fonctionnement normal, devient improductif et l'homme perd son sérieux. Il devient inutile et parasite ».** La presse française n'a pas hésité à le fustiger et à s'écrier que c'était une atteinte à la culture — ce qui est vrai — mais tout en laissant entendre que cela n'avait rien d'étonnant de la part de musulmans arrriérés.

Ces défenseurs de la civilisation occidentale ont pourtant la mémoire courte. Alors que les musulmans au Moyen Age édifiaient les splendeurs de l'Alhambra de Grenade, alors que des moines faisaient à pied des milliers de kilomètres pour apprendre des Arabes la médecine et les mathématiques, l'Occident civilisé, lui, faisait brûler les hérétiques sur les bûchers parce qu'ils refusaient de chanter la messe et massacraient des populations entières qui n'acceptaient pas de chanter en latin à la gloire de Jésus-Christ. Mais les temps ont changé.

Le pape qui ne règne plus que sur le kilomètre carré du Vatican, n'a plus la possibilité comme son confrère Khomeiny d'interdire Beethoven, le jazz et la musique disco, alors il se contente de lancer des anathèmes contre le divorce, l'avortement et de conjurer ses fidèles de ne pas écouter d'autre son de cloche que celui du Vatican.

Gil LANNOU

Rhodésie

Le pouvoir raciste blanc à l'œuvre

La police rhodésienne a contrôlé les élections en avril 1979. Elle s'est fait aider par des supplétifs noirs qu'elle élimine aujourd'hui.

Au cours de deux affrontements, l'armée rhodésienne a massacré 183 de ses auxiliaires africains. Selon les autorités de Salisbury, cela se serait produit lors de transferts de contingents d'auxiliaires **« vers de nouvelles zones d'entraînement et d'orientation »,** à la suite de plaintes contre les intimidations et les crimes dont étaient responsables ces troupes d'appoint de l'armée régulière rhodésienne.

Depuis les dernières élections législatives qui se sont déroulées au mois d'avril, quelques hommes politiques noirs participent au gouvernement. Le Premier ministre est un évêque noir, Abel Muzorewa. La présence de quelques Noirs suffit sans doute pour Salisbury à sauver les apparences d'un gouvernement représentatif des Noirs et des Blancs auprès des grandes puissances qui exigeaient des autorités blanches qu'elles organisent ces élections.

Mais tout cela n'est qu'une façade destinée à tromper l'opinion publique hors de Rhodésie. Ce pays n'a rien à envier à l'Afrique du Sud, pays de l'Apartheid, où la ségrégation raciale est érigée en système. La réalité du pouvoir échappe complètement à la population noire. Moins d'un million de Blancs imposent toujours leur domination raciste à plus de 4 millions de Noirs.

Selon le vieux principe du diviser pour régner, Ian Smith, le Premier ministre blanc précédent, avait fait une ouverture à deux des opposants noirs les plus modérés : l'évêque Muzorewa et le pasteur Sithole. Pour pouvoir organiser les élections, l'armée rhodésienne avait constitué une milice noire forte d'une dizaine de milliers d'hommes qui avaient contraint la population noire à se déplacer voter soit pour Muzorewa, soit pour Sithole. Mais malgré la pression et les exactions de ces mercenaires, une grande partie de la population avait suivi les consignes de boycott du Front Patriotique, qui continue depuis des années à mener la guérilla contre le pouvoir raciste.

Les milices africaines du gouvernement ont accompli leur rôle. Aujourd'hui elles embarrassent les autorités rhodésiennes blanches qui s'en sont débarrassées. Il semble que ce soit plus particulièrement les partisans de Sithole, le vaincu de la dernière mascarade électorale, qui aient été victimes de ce règlement de comptes sanglant.

Le pouvoir raciste blanc ne peut tolérer longtemps sur son territoire aucune force armée différente de sa propre armée régulière garante de la domination de la minorité blanche sur la majorité noire. Et c'est pourquoi il entreprend de remettre au pas ses auxiliaires.

Pour les racistes blancs, quelques ministres dont un Premier ministre noir, même pour la galerie, c'est déjà beaucoup. Pour le reste, tout doit rester entre les mains des Blancs.

Gilbert MAQUI

Chine

UN MENSONGE QUOTIDIEN

Le **Quotidien du peuple,** de Pékin, daté du 24 juillet, a fait son autocritique pour avoir publié de fausses nouvelles qui ne s'accordent pas avec les faits. Et on apprend ainsi qu'un certain nombre de faits étaient destinés à embellir la réalité du régime. Quelle surprise !

C'est ainsi, par exemple, qu'en décembre 1978, à propos de la mort d'un des dirigeants de la longue marche, Wei Baquin, le journal avait écrit qu'avant son exécution par l'ennemi, il aurait donné un bouton de chemise à sa femme en guise de cotisation pour le parti alors qu'en réalité **« il fut tué par un traître alors qu'il était malade ».** C'est ainsi encore que le journal explique que **« lorsqu'il y a des augmentations et des diminutions** (de prix) **il n'est fait état que de diminution ». « C'est ainsi que 80 % équivaut à 100 % ».**

Peut-être apprendra-t-on dans six mois que le journal avait noirci ou embelli la réalité en s'autocritiquant ?

Le **Quotidien du peuple** explique de façon bien officielle qu'il mentait jusqu'ici. En somme ce qui se passe à Pékin, c'est ce qui se passe aussi dans d'autres pays. Alors en France nous serons charitables et nous ne parlerons pas par exemple des actualités télévisées...

Mais heureusement à Pékin comme ailleurs, les lecteurs, suivant la formule consacrée, auront rectifié d'eux-mêmes.

Afrique du Sud

Ignoble

Un policier blanc qui avait violé une Noire a été condamné en Afrique du Sud.

Mais si ce sinistre individu a eu maille à partir avec la « justice » sud-africaine, ce n'est pas pour avoir violé une femme, mais parce qu'en Afrique du Sud les rapports sexuels entre Noirs et Blancs sont interdits par la loi !

O.D.

LES USAGERS DES TRANSPORTS EN COMMUN PRÉPARENT LA RENTRÉE

Dans la région parisienne, la campagne lancée par Lutte Ouvrière pour organiser des Comités regroupant les usagers des transports en commun continue.

Et la semaine dernière, même si beaucoup de ceux qui travaillaient s'apprêtaient à partir en vacances, les permanences organisées dans plusieurs dizaines de gares ont rassemblé de nombreux usagers.

« C'est vrai qu'il faut s'organiser » ; « C'est vrai que ce n'est pas à nous de payer la hausse » ; « On en a assez de tout ce qui ne va pas dans les transports » ; **des milliers d'usagers le pensent avec nous. Et chacun d'évoquer ce qu'il a sur le cœur, ce qui fait des trajets quotidiens une corvée voire une épreuve fatigante et irritante : les machines à rendre la monnaie qui manquent, les contrôles, les trains supprimés sans qu'on en soit averti, le manque de places, les billets de retard supprimés, les abris inexistants ou mal équipés, pour ne citer que quelques points qui reviennent souvent.**

Comment faire pour que cela change ? C'est de cela que tous discutent aux permanences des Comités.

Cette semaine, ceux qui sont partis en juillet vont rentrer. En payant pour la première fois l'augmentation des titres de transports qui a pris effet en juillet, ils vont être bien vite rappelés aux réalités que nous impose le gouvernement. Alors, nous les invitons à prendre la relève de ceux qui viennent de partir, afin que continue à se tisser dans toute la région parisienne tout un réseau de Comités d'usagers, qui permettra à tous les usagers de s'organiser pour reprendre à l'Etat une partie de la hausse qu'il nous a imposée en juillet, en espérant que faire son mauvais coup à la veille des vacances éviterait les remous.

GARE MONTPARNASSE

" Flic-voleur "

17 h 30, mercredi, à la gare Montparnasse : comme c'est maintenant l'habitude, des usagers posent des affichettes dans les trains pour appeler à la permanence des Comités d'usagers du soir.

Tout est calme, jusqu'à l'intervention pérempoire d'un contrôleur qui veut empêcher un des usagers de coller ses affiches. Il lui demande ses papiers d'identité et, devant son refus, demande à voir son titre de transport. Et il se saisit du coupon, invitant l'usager à le suivre au commissariat.

Mais devant le refus de ce dernier, le contrôleur revient à la charge avec un policier qui tient le coupon à la main. Un attroupement se forme, un, deux, trois, quatre agents arrivent. Des usagers dont le train a été supprimé pendant l'été s'approchent et se massent autour des policiers. La discussion s'envenime. Un flic aggripe un usager au poignet. Un voyageur d'une cinquantaine d'années lui fait une clef au cou pour l'obliger à relâcher notre camarade Et les réflexions fusent : « Flics voleurs », « Rendez le coupon » !

Devant le slogan qui est repris, le coupable rend le coupon. Et l'assistance applaudit. Mais ce n'est pas fini : le chef de gare arrive et commence à interpeller les usagers, les accusant de faire de la politique. Mal lui en prit : un homme d'une quarantaine d'années lui demande si c'est faire de la politique que de protester parce que, en plein été et au moment où l'on parle de crise de l'énergie, le train était chauffé ce matin.

Un autre lui demande pourquoi la SNCF a supprimé des trains pendant les vacances. Malgré tout, il tente de justifier la hausse. Il explique que les 20 % supplémentaires, c'est pour payer les salaires. Un employé de la SNCF présent lui rétorque que les 20 % d'augmentation, il ne les a pas vus. On lui demande de mettre des panneaux à la disposition des usagers dans les gares, mais il ne répond pas.

L'attroupement regroupe à ce moment bien une centaine de personnes. De nouveaux policiers arrivent, les uns à mobylette, les autres en civil, et un car s'arrête sur les quais.

Cela n'empêche pas les flics et la SNCF de se faire copieusement mettre en accusation par l'assistance présente. Une femme s'écrie : « Des Comités d'usagers, il en faudrait plus ».

SUR LE RESEAU DE LA GARE DU NORD

Les comités en route

Sur le réseau de la gare du Nord, c'est la deuxième semaine que le Comité d'usagers tient des permanences dans différentes gares du réseau. Le Comité se met donc en place et reçoit un accueil favorable de nombreux usagers. Dans certaines gares, comme à Goussainville, à Sarcelles-Saint-Brice ou à Garges-Sarcelles, des personnes confectionnent des panneaux, tiennent la table ; un café prête une table ou un commerçant une chaise ; et la discussion chaque soir s'engage sur les problèmes des transports : trains en retard = perte de salaire car il n'y a plus de billets de retard ; horaires d'été = trains supprimés sans prévenir... Dans certaines gares comme celle de Saint-Denis, les salles d'attente sont trop exiguës et inconfortables, dans d'autres il n'y a pas de changeurs de pièces de 10 francs ou bien les appareils gardent parfois la monnaie... Mais surtout la discussion tourne autour de la grève du paiement : comment pourra-t-on faire pour éviter les contrôles et les amendes ? Souvent des usagers qui veulent faire quelque chose laissent leur nom, leur adresse et leurs horaires de trains, de manière à pouvoir se retrouver. Certains prennent aussi des tracts pour les afficher dans les trains ou dans les halls d'immeubles, de manière à convaincre le maximum de gens de préparer la grève du paiement à la rentrée.

A ST-QUENTIN EN YVELINES

C'est parti

Jeudi 19, c'était la première permanence du Comité d'usagers de Saint-Quentin. L'accueil fut tout de suite sympathique : des adhésions se dressent et 35 personnes prennent des affichettes pour les mettre dans leur immeuble ou dans les trains.

Certains promettent de revenir, d'autres proposent de faire des badges pour que les usagers se reconnaissent et puissent se regrouper sur la ligne.

En clair, à Saint-Quentin, c'est parti !

A VERSAILLES CHANTIERS

Le comité "attendu"

Mercredi, c'était la deuxième permanence du Comité d'usagers de Versailles-Chantiers. Et déjà avant que la permanence même ne s'installe, deux usagers l'attendaient. Ils habitent Epernon et veulent faire quelque chose sur leur ville. C'est l'affichette dans les trains qui les avaient amenés Un jeune usager, contacté la semaine précédente, donne un coup de main et renforce la permanence.

D'autres personnes passent et s'arrêtent pour discuter sur le Comité d'usagers, son rôle et ce qu'il propose

Et pour tous, c'est l'état des trains qui sont de plus en plus bondés et la suppression de certains trains pendant l'été qui est le plus révoltant.

Un couple s'engage à aider le Comité, ainsi que plusieurs autres personnes.

Et un rendez-vous est fixé pour mercredi prochain.

REJOIGNEZ LES COMITÉS D'USAGERS ET PASSEZ A LEUR PERMANENCE

Voici la liste des permanences qui se tiennent régulièrement chaque semaine dans la région parisienne. Nous avons inséré dans ce récapitulatif les permanences qui se sont ouvertes cette semaine.

● SUR LE RESEAU DE LA GARE MONTPARNASSE

VERSAILLES-CHANTIERS : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

LA VERRIERE : tous les mardis de 16 h 30 à 19 h.

● SUR LE RESEAU DE LA GARE DE L'EST

RAINCY : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h dans le hall de la gare.

CHELLES : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30, sortie de la gare côté autobus.

BONDY : tous les vendredis de 17 h à 19 h, sortie de la gare côté Bondy.

GAGNY : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30 dans le hall de la gare.

LAGNY : tous les mardis de 17 h 30 à 19 h.

Ligne PARIS-TOURNAN :

ROSNY-BOIS-PERRIER : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare.

NOGENT-LE-PERREUX : tous les mardis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare.

VILLIERS-SUR-MARNE : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare côté centre-ville.

● SUR LE RESEAU DE LA GARE SAINT-LAZARE

COLOMBES : tous les lundis de 17 h 30 à 18 h 30.

ASNIERES : tous les mardis de 17 h 30 à 18 h 30.

ARGENTEUIL : tous les mercredis de 17 h 30 à 18 h 30.

BECON-LES-BRUYERES : tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30.

BOIS-COLOMBES : tous les vendredis de 17 h 30 à 18 h 30.

● SUR LE RESEAU DE LA GARE DU NORD

GARGES-SARCELLES et PIERREFITTE : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h.

VILLIERS-LE-BEL : tous les mardis de 17 h 30 à 19 h.

GOUSSAINVILLE : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.

SARCELLES-SAINT-BRICE : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

GARE DU NORD et DEUIL-LA-BARRE-MONTMAGNY : tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h.

PONTOISE : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h à la gare.

SAINT-DENIS : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h à la gare.

● SUR LE RESEAU DE LA GARE D'AUSTERLITZ

JUVISY : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30.

ORLY : tous les mardis de 17 h 30 à 19 h 30.

CHOISY-LE-ROI : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS : tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

Les marchands de canons français n'ont pas la frite

Le VAB, vous connaissez ? C'est le Véhicule de l'Avant Blindé, une co-production Renault-Creusot-Loire, une arme de « première », à en croire les commentateurs... français.

Pourtant, le VAB, ce dernier cri de la technique meurtrière française (d'après les spécialistes), vient de connaître sa première défaite. Sans combat mais par KO, comme disent les Américains, puisque finalement c'est une auto-chenille « made in USA » (et non pas le VAB, comme d'aucuns l'espéraient) qui équipera l'armée belge.

Ah, les traîtres ! se lamentent les journalistes et marchands de canons français. Après le coup des Mirage de Dassault battus par les F 105 américains, voici quelques années, lors du renouvellement de la flotte aérienne de guerre de plusieurs Etats nord-européens, c'est un deuxième « marché du siècle » (il porterait sur 4 milliards et demi) qui passe sous le nez de nos canons.

A croire que l'armement français est marqué par la poisse et que la malchance nous vient souvent du nord. Pour un peu, entre deux lamentations sur le thème de **« la France et la Belgique sont pourtant toutes deux membres du Marché commun »**, la télévision et la radio nous auraient rappelé qu'en 1940, déjà, c'est par... l'Ardenne belge qu'avait été tournée la ligne Maginot !

Et comme le ridicule ne tue pas (à la différence des VAB et autres engins de mort), on nous explique quand même qu'avec un peu de chance, il reste une centaine de véhicules blindés à commander par l'état-major belge et que, peut-être, le VAB aurait encore une petite possibilité de se vendre chez notre voisin du nord... On se console comme on peut, du côté des industriels de l'armement.

Mais comme il est probable que ce marché-là échappera aussi aux marchands de canons français (on dit déjà que l'armée belge étudie la construction de son propre modèle), on imagine déjà la vague de désespoir qui ne peut manquer de frapper l'état-major parisien et les constructeurs du VAB.

Désespoir pourtant parfaitement injustifié : avec la victoire de Hinault au Tour de France devant ses concurrents (belges notamment), on pourrait se lancer dans la construction d'un nouveau VAB (le Vélo de l'Armée Battue). Hinault en assurerait la publicité et, à tout coup, la France râflerait ce troisième « marché du siècle »... pour peu que toutes les armées du monde se décident à redonner vie aux divisions cyclistes qui firent un malheur en 14-18...

P.L.

Tahiti
L'envers du décor

Rien n'avait été négligé pour réserver à Giscard, en visite à Tahiti, un accueil chaleureux : chants populaires polynésiens, costumes traditionnels, colliers de fleurs, danses et cortèges, l'hospitalité polynésienne avait été soigneusement ordonnée au fil des étapes. Une journée de congé avait même été décrétée le 19 juillet, jour du discours de Giscard à Papeete. Giscard aurait-il donc besoin de sollicitations si matérielles pour obtenir les acclamations d'une population dont il proclamait que l'attachement pour la France résultait d'un « libre choix » ? Son discours en tout cas n'a pas failli à la tradition : promesses d'amélioration de la situation économique de l'archipel grâce aux richesses de la mer et au tourisme, promesses d'un effort en faveur de l'emploi et de l'éducation des jeunes... Une mesure, l'extension de la Sécurité sociale aux professions non salariées, rappelait cependant qu'en matière de lois sociales la Polynésie n'est pas la France. Le SMIC, par exemple, y est de 1.380 francs français. Cela n'a pas empêché Giscard d'expliquer largement aux Polynésiens tout l'avantage d'être français et de vanter également le statut d'autonomie accordé au territoire depuis deux ans, autonomie où l'Etat français garde la main sur l'armée, la police et le maintien de l'ordre. Le voyage de Giscard a d'ailleurs fourni une illustration immédiate de son libéralisme. Des opposants qui tentaient de manifester le 19 juillet ont été arrêtés, leurs banderoles ayant été jugées **« injurieuses pour le chef de l'Etat »**. Elles portaient : **« 150 ans de colonialisme, cela suffit », « Non au libéralisme avancé », « Les essais sous l'Elysée ».**

Quant aux médisants qui auraient pu rappeler à Giscard que la France, qui a construit dans l'archipel un champ d'expérimentation pour l'armement nucléaire, a suffisamment sévi en Polynésie, ils n'étaient pas là. Ils sont en prison. Cinq partisans de l'indépendance, accusés d'un attentat, ont été condamnés en février dernier de dix à vingt ans de travaux forcés, peine qui figure encore à l'arsenal répressif dans les Territoires d'Outre-Mer et qui a été commuée en années de prison, et deux autres ont été condamnés à cinq ans de prison. Un bon voyage donc pour Giscard, qui prétend bannir le colonialisme passé. Et comment pouvait-il mieux illustrer ce qu'il en est, en banissant ceux qui le dénoncent ?

Nelly MEYER.

La France terre d'asile... pour les bien-portants

Au début du mois de juillet, une salle de médecine générale était en travaux à l'hôpital Necker à Paris. L'administration de l'hôpital a demandé alors au personnel ouvrier de l'aménager rapidement, pour qu'elle puisse recevoir des enfants venus du Vietnam.

Mais trois semaines plus tard, cette salle est toujours vide : lors d'une réunion de service d'hématologie, la surveillante générale a annoncé aux médecins et au personnel présents que le gouvernement a dépêché ses émissaires au Vietnam pour trier les réfugiés qu'il allait accueillir, et il a pris les enfants bien-portants.

Quant aux enfants malades, ils ne doivent pas être dignes de recevoir des soins. Autant leur dire qu'ils n'ont qu'à crever sur place.

Quand la Justice est jugée trop clémente

Peyrefitte, garde des Sceaux, a adressé une circulaire au Parquet, demandant aux magistrats de signaler à l'administration toute condamnation touchant un fonctionnaire, même si cette condamnation ne doit pas figurer sur le casier judiciaire.

Dans cette circulaire, notre garde des Sceaux se plaint parce que **« certains Parquets s'abstiennent d'adresser aux administrations des avis de condamnation et refusent de communiquer à celles-ci la copie de ces décisions ».**

Peyrefitte juge intolérable ce manque de coopération de la magistrature car, dit-il, **« l'action disciplinaire est indépendante de l'action publique, l'organe de discipline restant libre d'infliger une sanction, alors même qu'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement aurait été rendue après exercice de l'action publique ».**

Ainsi, un fonctionnaire passant devant un tribunal, même si il est acquitté, pourrait se voir condamner par l'administration. Comme on le voit, si Peyrefitte ne fait pas grand-chose pour abolir la peine de mort, il est beaucoup plus actif pour enrichir l'arsenal répressif du gouvernement.

Joëlle GERARD.

Une bonne manière de se faire élire pour un député de la majorité : acheter les suffrages... avec l'argent des allocations familiales.

Guyane
De la distribution d'allocations familiales aux achats de voix

Le président de la caisse départementale d'allocations familiales de Guyane, Massel, a eu la juteuse idée de créer en 1973 une association dont les adhérents abandonnaient le montant de leurs allocations familiales. L'argent ainsi rassemblé était géré par l'association que présidait Massel, qui se chargeait d'acheter des marchandises qui étaient ensuite distribuées à tous les Indiens, qu'ils aient des enfants ou pas.

Si l'on ne voit pas très bien comment la population de Camopi à Trois-Sauts pouvait être avantagée par ce système, on perçoit clairement par contre les profits que pouvait en tirer celui qui l'avait mis en place. Celui-ci pouvait ainsi passer aux yeux des Indiens pour un généreux donateur et se servir de tous ses « cadeaux » pour gagner des voix aux élections.

C'est ainsi que Massel se trouva élu, lors des dernières élections cantonales, sous l'étiquette « divers majorité ». Tout ce serait sans doute très bien passé pour ce triste sire si, par malheur pour lui, le candidat évincé n'était membre de l'UDF.

Le tribunal administratif vient d'annuler l'élection, ce qui ne va pas manquer d'inquiéter certains membres de la majorité, députés des TOM et DOM, dont chacun sait que, s'ils font plusieurs milliers de kilomètres pour se faire élire, c'est qu'il y est plus facile d'y traficoter en paix.

Joëlle GERARD.

A Garges et ailleurs, la lutte des résidents des foyers Sonacotra continue

Les résidents des foyers Sonacotra de Garges, expulsés, tiennent tête. Ils campent au pied du foyer.

Mardi 24 juillet ,le tribunal de Thionville (Moselle) a renvoyé sous huitaine le jugement dans la demande d'expulsion des résidents de trois foyers Sonacotra de Moselle. Ce procès se déroule alors que plusieurs foyers Sonacotra ont déjà été expulsés, en particulier celui de Garges-les-Gonesse dans le Val-d'Oise.

Dans ce dernier foyer, la lutte continue malgré l'expulsion, et les résidents campent toujours sur un terrain situé juste en face du foyer. Les centaines de CRS qui protégeaient l'entrée du foyer ont été remplacés par des vigiles embauchés par la Sonacotra, qui semble avoir tout de même des moyens financiers pour le faire, contrairement aux déclarations de son avocat à Thionville qui n'a pas hésité à dire : « Pour nous, c'est la banqueroute »...

A Garges, la presse a fait état de divergences ayant surgi entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste au sein de la municipalité d'Union de la gauche à propos de l'attitude à avoir vis-à-vis des résidents en lutte. Les résidents, soutenus par le Parti Socialiste, souhaiteraient voir le maire (PC) décider un arrêté de réquisition du foyer (un maire a des pouvoirs de police à l'intérieur de sa commune). Le PC s'y oppose, objectant que ce serait inutile car cassé aussitôt par le préfet.

En fait, si le Parti Socialiste fait preuve d'une certaine démagogie pour alimenter la querelle permanente qui l'oppose au Parti Communiste, il semble bien que les résidents des foyers Sonacotra aient un contentieux avec les mairies dirigées par le PC qui ne reconnait pas les structures que se sont données les résidents et voudrait leur imposer des négociations foyer par foyer.

A ce propos, comme à propos de la situation au foyer de Garges, nous avons interrogé un membre du Comité de coordination présent à Garges.

Un membre du Comité de coordination des foyers Sonacotra explique :

« Comment se passe le campement ? Apparemment, les CRS sont partis, mais qu'est-ce qu'il y a à leur place ?

— Les CRS sont partis. Quand il y avait les CRS, il y avait une mobilisation très importante. Alors les CRS ont été évacués. Mais la Sonacotra a cherché des vigiles, qui sont dans le foyer. Avant le départ des CRS, la Sonacotra a fait une annonce dans les agences nationales pour l'emploi pour chercher des vigiles. Ils sont entre soixante et cent. Ils sont armés, ils ont des chiens. Ils ont des jumelles pour surveiller.

— Y a-t-il beaucoup de résidents qui sont partis en vacances ?

— Certains sont partis en vacances, mais la majorité des résidents sont là et prennent leurs vacances ici. Certains, qui sont restés là depuis trois ans ou quatre ans, sont partis au pays.

— Comment cela se passe-t-il avec les locataires de la cité qui est à côté ?

— Nous essayons par tous les moyens de ne pas les déranger, de ne leur créer aucun problème. De notre côté, s'il y a une expulsion qui doit frapper l'un d'eux, nous participerons à ce qui se fera pour empêcher l'expulsion.

— Et cela s'est produit ?

— Il y a déjà le cas d'une famille qu'un jugement a condamnée à payer 1 300 F par mois, alors que le père gagne 2 800 F et qu'il y a trois gosses. S'il se passe quelque chose, nous avons décidé d'aller jusqu'au bout avec eux.

Sinon, matériellement, nous avons déjà demandé des tentes, des couvertures, des gamelles : nous avons déjà pas mal de choses, mais ça ne nous suffit pas, étant donné que des résidents d'autres foyers viennent. Nous avons aussi besoin de soutiens financiers.

— Quels sont les problèmes que vous avez eus avec la municipalité de Garges ?

— Nous avons des problèmes très sérieux. Nous considérons que le maire peut réquisitionner le foyer. Et lui refuse toujours, disant que, même s'il fait cette réquisition, elle ne sera pas acceptée. Nous, nous avons dit que, même si elle n'est pas acceptée — nous savons très bien que le préfet ne va pas accepter — cela ne l'empêche pas de faire ce geste de solidarité avec les travailleurs. Donc, la ville refuse toujours. Mais il y a plus : elle veut des négociations directement entre le foyer de Garges et la Sonacotra. Nous, nous refusons cette négociation tant qu'on ne négocie pas globalement avec le Comité de coordination qui regroupe tous les foyers. La municipalité joue sur le pourrissement, elle se place sur le même terrain que Stoléru et la Sonacotra. Ce n'est pas seulement ici, à Garges, qu'il y a ce genre de problèmes. Chaque jour, dans d'autres foyers, il y a des représentants des mairies PC ou de la CGT qui viennent pour négocier avec la Sonacotra. Par exemple, hier, à Sainte-Geneviève-des-Bois, la municipalité a organisé des négociations avec la Sonacotra et les résidents de Sainte-Geneviève-des-Bois le jeudi. Nous avons considéré que, quelle que soit la façon dont cela se passerait, nous rejetons cette négociation, étant donné qu'elle ne reconnaît pas nos structures, ni le Comité de résidents, ni le Comité de coordination.

Hier, à Ermont, c'est le commissaire de police qui a essayé de faire une assemblée générale... Ce ne sont plus seulement les maires, mais même les commissaires de police font des assemblées générales ! Nous en arrivons à nous demander si nous n'allons pas aller dans les mairies changer les maires ! Puisque, de plus en plus, les maires du Parti Communiste viennent dans les foyers essayer de changer les Comités de résidents... Est-ce que, demain, nous allons arriver à vingt résidents pour faire une assemblée générale des travailleurs communaux et changer le maire ?

— Quelle est la position du Parti Socialiste à l'intérieur de la municipalité ?

— C'est vrai qu'il y a des contradictions entre le PS et le PC : le PS a reconnu verbalement la structure du Comité de coordination. Le PS a fait un pas favorable. Lui, est partisan de la réquisition.

— Mais s'il y avait réquisition, le préfet a les moyens de la casser ?

— Nous pensons qu'il y a des moyens juridiques de casser la décision du préfet. Si le maire ordonne la réquisition, c'est déjà important. C'est un geste.

— Et du côté juridique, où en êtes-vous ?

— Nous attendons que notre dossier passe à la cour d'appel de Pontoise. Nous verrons donc en septembre. D'ici là, nous voulons faire en sorte que le rapport des forces nous soit favorable. »

Martinique

La police à l'œuvre

A Fort-de-France, en Martinique, la protestation de tous ceux qui n'ont voulu accepter ni l'emprisonnement des sept jeunes accusés d'avoir provoqué des bagarres avec les Blancs, ni la mort en prison de l'un de ces jeunes, Chloé, a fait reculer les autorités : le tribunal de Fort-de-France a décidé la libération des six jeunes et reconnu par là même que leur emprisonnement avait été arbitraire.

Mais devant l'organisation de nouvelles manifestations destinées à exiger que la lumière soit faite sur la mort de Chloé (la version officielle du suicide ne semblant plus tromper grand monde), les autorités coloniales ont décidé la fermeté.

La manifestation prévue le samedi 14 juillet, au moment du défilé militaire à Fort-de-France, et organisée par le Comité de soutien aux jeunes emprisonnés, a été sauvagement réprimée. Combat Ouvrier **dans son numéro du samedi 21 juillet relate les faits suivants :**

« Vers 10 h 30, quelque 150 manifestants étaient sur la place et jouaient du tambour. Quelques pancartes dénonçaient la mort de Chloé et les 3 mois d'emprisonnement infligés aux jeunes. La manifestation était tout à fait pacifique.

Lorsque le défilé militaire s'ébranla, les manifestants, toujours pacifiques, s'avancèrent vers les barrières métalliques, au milieu de la foule qui regardait le cortège en criant des slogans.

C'est alors que les policiers, sans aucun avertissement, chargèrent avec brutalité, matraques et lance-grenades au poing. Ils reçurent l'ordre de frapper et le firent sans aucun ménagement, assénant les coups aussi bien sur les manifestants qu'ils pouvaient attraper que sur la foule spectatrice qui s'enfuyait maintenant à toute allure, prise de panique.. Un manifestant eut le bras cassé en deux endroits, à coups de matraque. Une femme tomba dans le coma sous l'effet des coups ou des gaz lacrymogènes. Des pierres et des bouteilles furent également lancées par les manifestants et renvoyées par les policiers sur la foule qui fuyait. Les grenades lacrymogènes rendirent rapidement l'atmosphère irrespirable et il n'y eut bientôt plus personne pour regarder le défilé. Les soldats défilèrent seuls.

Dès le lundi, **France-Antilles** appelait de façon voilée à la répression contre les jeunes.

Le soir même, FR3 reprenait la version policière des événements, accusant les manifestants d'avoir blessé une femme et un policier ».

Arrestations arbitraires, hargne anti-jeunes, violences dans les prisons, brutalités policières : tel est le visage du pouvoir colonial, du pouvoir de l'Etat français aux Antilles, un Etat qui continue d'imposer à tout un peuple la domination coloniale pour l'exploiter.

Une manifestation du Comité de soutien.

Le problème démographique : un monde surpeuplé

D'une régulation par le mi à un équilibre voulu

Comme pour l'ensemble des espèces animales, le nombre des hommes vivant sur Terre a été pendant très longtemps directement fonction des capacités du milieu à le nourrir. Un terrain de chasse et de cueillette et son épuisement décidaient de la vie et de la mort, pour nos ancêtres de la préhistoire. La révolution néolithique, l'invention de l'agriculture, a représenté le premier timide affranchissement des contraintes du milieu naturel. On estime par exemple que, sur le territoire de ce qui est la France actuelle, elle a fait passer la population de 50 000 à 5 millions d'individus. Jusqu'au milieu du XVIII° siècle, elle ne va pas connaître de bond spectaculaire. Elle augmente, bien sûr : la France au début du XVIII° siècle comptera 18 à 20 millions d'habitants. Mais le facteur décisif de la démographie est toujours le taux de mortalité, qui est étroitement dépendant de trois facteurs : les guerres, la famine, les épidémies.

A partir de 1750, la mortalité va régresser progressivement en Europe. C'est dû d'abord à la fin des grandes famines : les progrès dans l'agriculture font que les mauvaises récoltes ont de moins en moins d'incidence sur la courbe des décès. D'autre part, c'est le début des techniques médicales efficaces, avec la vaccination contre la variole.

Tout cela va se traduire par une augmentation générale de la population, qui va encore s'accroître dans la première moitié du XIX° siècle, avec la révolution industrielle. Dans un premier temps, le progrès économique libère les hommes de la famine, des épidémies, entraîne une diminution de la mortalité, donc une augmentation de la population. Dans un deuxième temps, de la fin du XIX° siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, une diminution de la natalité va freiner cet accroissement de la population et stabiliser celle-ci au niveau précédemment atteint. Cette diminution, contrairement aux variations antérieures, est due à une volonté consciente : le désir d'assurer à ses enfants un niveau de vie supérieur, et par conséquent le refus d'en multiplier le nombre. Cette tendance va devenir la règle

Tiers Monde :

Croissance démographique et sous-développement

A l'encontre des pays dits « développés », qui accusent une relative stagnation sur le plan démographique, dans les pays sous-développés, au contraire, on assiste à ce que certains ont appelé une marée démographique : 2,5 % d'accroissement de la population par an, au lieu de 1 % dans les pays développés.

Ceci n'est pas dû, en fait, à une hausse de la natalité, qui reste relativement stable, mais à une amélioration des conditions sanitaires. La réduction de la mortalité, et surtout de la mortalité infantile (de 50 % en moyenne), est le fait démographique le plus caractéristique du dernier demi-siècle. Elle s'explique par la jugulation des épidémies, par des moyens de lutte plus grands contre des maladies destructrices, comme le paludisme. A cela s'ajoutent les campagnes de vaccination, la multiplication des maternités, des consultations itinérantes de nourrissons...

Cela est cependant relatif : il meurt encore 4 à 5 fois plus d'enfants en bas âge en Algérie, en Afrique tropicale, en République Arabe Unie, qu'en Europe occidentale. Quant à l'espérance de vie, elle demeure extrêmement faible. Un exemple significatif : en Inde dans les années 1950, elle était de 30 à 35 ans, ce qui est à peu près équivalent à la Suède des années 1755-1756...

Pourtant, une certaine croissance économique du Tiers Monde existe. Mais c'est essentiellement aux pays impérialistes que profitent les richesses produites, si bien que les pays du Tiers Monde sont loin de pouvoir satisfaire les besoins les plus élémentaires de leur population. Les famines, la malnutrition, la sous-alimentation chroniques demeurent.

C'est ce qui a amené les dirigeants de certains de ces pays à pratiquer une politique de limitation des naissances, de façon autoritaire ou pas. Mais les expériences qui ont eu lieu n'ont pas donné partout des résultats très probants, sauf sur des territoires très limités, très peu étendus géographiquement. Et cela n'a rien de surprenant. Il est vrai que c'est toujours dans les régions les plus pauvres que la natalité est la plus forte : avoir beaucoup d'enfants a longtemps été considéré comme un bienfait, dans la mesure où une hygiène rudimentaire et des conditions de vie difficiles provoquaient une forte mortalité infantile.

En Occident et dans les pays développés en général, le contrôle des naissances n'a pu réellement avoir lieu qu'à partir du moment où le niveau de vie et le niveau culturel suffisamment élevés l'ont permis.

C'est pourquoi le vrai problème n'est pas la croissance démographique en soi, mais le sous-développement dans son ensemble.

Alors, les riches possédants peuvent bien crier à la menace de voir se révolter les populations sous-alimentées du Tiers Monde. Le plus urgent, c'est d'en finir avec le pillage éhonté de ces pays par l'impérialisme, avec le sous-développement et la misère, et de mettre à la disposition de leur population les richesses auxquelles elles ont droit.

Les inégalités entre les métiers de type intellectuel et manuel sont fortement marquées : à 35 ans, un instituteur ou un avocat peuvent espérer vivre encore en moyenne 40 ans, tandis que pour un manœuvre il reste à peine 33 ans.

ESPERANCE DE VIE SELON LES METIERS
(Source : enquête INSEE, entre 1955 et 1971)

Catégories socio-professionnelles	Espérance de vie à 35 ans	Espérance de vie à 60 ans
Instituteurs	40,9	18,6
Clergé catholique	39,5	17,7
Agriculteurs	38	16,9
Ouvriers qualifiés	37,3	16,4
Manœuvres	32,9	14,4

Ca tableau met en évidence les inégalités entre les pays capitalistes et les pays sous-développés : la durée de vie moyenne pour les hommes dans les pays capitalistes est de 65 à 70 ans, et de 75 ans pour les femmes.

Dans les pays du Tiers Monde, elle descend à 46 ans en Inde (hommes et femmes) et à 30 ans en Afrique noire (situation de la France sous la féodalité).

DUREE DE VIE MOYENNE, SELON LES PAYS ET LES SEXES

PAYS	ANNEE	HOMMES	FEMMES
Allemagne de l'Ouest (RFA)	1970	68,9	74,2
Etats-Unis			
Blancs	1974	68,9	76,6
Noirs		62,9	71,2
France	1973	68,7	76,3
Japon	1972	70,5	75,9
Suède	1972	72	77,4
URSS	1971	64,6	73,5
Mexique	1970	59,4	63,4
Inde	1970	45,8	46,9
Tchad	1964	29	35

La famille en France actuell

Deux ou trois en

En France, les naissances ont diminué de 18 % entre 1972 et 1976. Certains fieffés réactionnaires se hâtent de conclure — comme Michel Debré, qui réclame des enfants pour en faire des producteurs et des soldats — que la loi Veil autorisant l'interruption de grossesse est responsable de la baisse de la natalité. C'est Tixier-Vignancour qui déclare, lors de la campagne des européennes, qu'il **« manque aujourd'hui à la France un million de bébés ».**

Certes, le développement des méthodes contraceptives, la possibilité médicale de l'interruption de grossesse, diminuent le nombre de naissances possibles. Mais rien ne dit que cette diminution soit plus importante que celle due aux avortements clandestins pratiqués avant la loi Veil. D'ailleurs la baisse de la natalité dans les pays occidentaux est enregistrée depuis 1964, en France comme ailleurs, et remonte loin avant l'autorisation de l'avortement.

Un sondage effectué parmi des personnes âgées de 18 à 65 ans révèle que le nombre idéal moyen d'enfants est de 2,5.

Mais dans la réalité, les parents restent en deçà de ce chiffre. Les données économiques pèsent lourd dans leur décision. Ce qu'ils invoquent le plus souvent, c'est l'exiguïté du logement, la modicité du salaire, le travail des femmes, et surtout leur volonté de donner aux enfants qu'ils ont déjà le maximum de chances. Il est incontestable que la venue d'un enfant supplémentaire rend plus difficiles les conditions de vie pour la population laborieuse. De plus, beaucoup de parents se posent aujourd'hui, avec la crise économique qui sévit, le problème de l'avenir qu'auront leurs enfants dans cette société (chômage - des études, pour quoi faire ?).

En fait, la baisse actuelle de la fécondité n'a rien à voir avec le refus de l'enfant (la proportion des couples sans enfant est très faible dans la période actuelle). Elle est bien plus liée au mode de vie et aux inquiétudes pour l'avenir chez les travailleurs.

Ce qu'elles en pe

CHRISTINE - employée - 29 ans - 2 enfants.

« Qu'est-ce qui t'a guidée dans le choix du nombre d'enfants à avoir ?

— J'aime les gosses. J'en voulais plus. Mais comme j'ai eu le gars et la fille, j'en reste à deux. Si j'en avais eu deux du même sexe, je crois que j'en aurais eu un troisième. Mais le fait que je travaille ne facilite pas les choses. Mon mari gagnerait un million par mois, j'en aurais eu trois ou quatre.

— Quels sont les problèmes majeurs que pose à ton avis le fait d'avoir et d'élever les enfants ?

— La femme qui travaille n'est pas aidée socialement. Si la femme travaille, c'est qu'elle en a besoin, parce que le mari ramène pas assez à la maison. Et puis les nourrices, ça coûte très cher. Tu travailles pour rien quand tu as payé les nourrices. »

GENEVIEVE - employée - 28 ans - 1 enfant.

« J'ai un seul enfant et je n'en désire pas d'autre. Le problème majeur pour moi, c'est la situation de mon enfant. Dans la société actuelle, il me paraît difficile d'avoir le nombre d'enfants désiré. Que sera leur avenir ? »

MONIQUE - dactylo - 26 ans - 2 enfants) 5 ans et 1 an).

« Le premier, ça été un accident (erreur de jeunesse !). Je ne le regrette pas. Mais avoir un enfant quand on n'est pas prêt à l'avoir, cela pose quelques difficultés.

Le deuxième a été très désiré. Enfin, je voulais deux enfants, je les ai... Un enfant seul est trop malheureux. Deux, cela équilibre mieux la famille. Cela oblige au partage pour les parents et les enfants.

é ou mal organisé ?

lieu

dans les pays occidentaux avec une exception : les quinze années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, où l'on enregistre une brusque hausse de la natalité. Mais le « baby boom » passé, on en revient à une stabilité des pays riches, caractérisée par un faible taux de natalité et de mortalité.

Les problèmes démographiques de notre temps viennent du Tiers Monde. La population y croît à un rythme accéléré, très supérieur à celui de l'Occident. Et les économistes bourgeois posent le problème : les ressources de la planète, non seulement en vivres mais même en air, en eau, seront-elles suffisantes pour faire face à un pareil accroissement, en l'an 2000 ou un demi-siècle plus tard ? L'accroissement prévu est d'ailleurs estimé de façon fantaisiste : c'est le résultat d'un calcul mathématique mais, quelles que soient les variantes, optimistes ou pessimistes, il est établi en fonction d'une réalité sociale inchangée.

Mais le problème démographique posé par le Tiers Monde n'est qu'un aspect d'un problème global, le sous-développement, dont est responsable l'impérialisme. Il n'y a pas surpopulation par rapport à un taux de densité considéré comme souhaitable ou idéal : la densité de la population en Inde, 183 habitants au kilomètre carré, est moins forte que celle de l'Angleterre, 229. La surpopulation est relative aux ressources économiques actuelles. Dans ce décalage entre les ressources et le nombre des bouches à nourrir, les économistes occidentaux reconnaissent volontiers un aspect de la responsabilité des pays développés : l'apport de techniques médicales efficaces, qui a brutalement diminué le taux de mortalité et fait croître la population de façon gigantesque. C'est l'Occident apportant le progrès au Tiers Monde. Mais ils ont tendance à passer sous silence l'essentiel : l'impérialisme a aussi créé et entretenu la famine dans ces pays-là. Si le Tiers Monde ne peut pas nourrir sa population, c'est parce que les terres les plus riches sont consacrées à la monoculture (coton, sucre, etc.) et servent à alimenter à bas prix le marché impérialiste et à maintenir le haut niveau de vie occidental, au détriment des pays dits sous-développés. Pour se nourrir, ils sont obligés d'importer fort cher des produits de base, qu'une autre utilisation des sols leur procurerait sans peine.

L'urgence du problème exige des solutions, une planification à l'échelle mondiale. Dans ce cadre-là, des solutions existent, qui font s'évanouir les visions apocalyptiques d'une planète croulant sous le poids de sa population, comme un Poulo-Bidong à l'échelle mondiale.

Pour cela, il faut sortir des limites imposées par le système capitaliste, qui a créé des problèmes à l'échelle mondiale mais qui est incapable, dans la recherche et la mise en œuvre des solutions, de dépasser le cadre des frontières nationales qui protègent les privilégiés.

Le "contrôle" des naissances

On entend souvent parler, comme solution aux problèmes démographiques, d'un « contrôle des naissances ». Mais les discours tenus par les gouvernants et les experts » sont bien incapables de donner à l'ensemble des populations les moyens d'accéder à la maîtrise de leur propre reproduction. Et pour cause ! C'est l'ordre social sur lequel repose leur domination qui sécrète les principaux obstacles à ce « contrôle » : pression économique de la société, arriération culturelle, préjugés religieux, infériorité sociale de la femme.

Les révolutionnaires ne sont pas par principe contre l'idée d'une régulation et d'un contrôle par l'humanité des naissances et de la coissance démographique, au contraire. Mais ils dénoncent l'hypocrisie des politiques — natalistes ou malthusiennes — des gouvernants qui ne font qu'adapter la démographie aux exigences du capital. Ce que veulent au contraire les révolutionnaires, c'est une conception volontaire et consciente, c'est la liberté pour les femmes et les couples de pouvoir décider s'ils veulent des enfants et quand ils en veulent, une liberté qui suppose que la société leur offre les moyens matériels et culturels d'agir en conséquence.

ement :

nfants ?

nsent...

Avoir des enfants, c'est très bien, encore qu'il soit difficile de désirer, de commander au moment voulu, malgré la pilule, le stérilet et l'avortement.

Elever des enfants, c'est dur et ce sera de plus en plus dur, car les enfants ont de plus en plus de caractère.

Travailler en plus, c'est trop. Quelqu'un en souffre et c'est très rarement le travail. Le ménage en prend un coup, mais ce n'est rien. Les enfants, ce sont eux qui payent le plus. C'est triste !

Il ne faut pas parler d'avoir des activités, 24 heures ne suffisent plus. »

Ce n'est pas la croissance qui est excessive, c'est le capitalisme qui est de trop

Pour justifier leur théorie et les propositions qui en découlent, les partisans modernes du malthusianisme, avoués ou non, s'appuient sur deux arguments : la famine et la malnutrition qui règnent sur une grande partie du globe sont liées à une population trop nombreuse par rapport aux ressources ; et, les richesses de la planète étant limitées, il faut en restreindre l'utilisation, sous peine de les voir s'épuiser rapidement.

Leurs solutions sont simples. D'une part il faut ralentir la croissance démographique, principalement celle des pays sous-développés. D'autre part il faut diminuer la consommation des ressources naturelles et ralentir la croissance économique.

Et les moyens proposés pour y parvenir témoignent bien de l'égoïsme des riches et des nantis. Si, pour les pays industrialisés, ils envisagent « seulement » de supprimer les aides sociales aux familles nombreuses, il faut avoir une bonne dose de cynisme pour oser proposer, comme solution à la « surpopulation » des pays pauvres, la suppression des soins médicaux.

Quant à la restriction de la consommation, elle serait obtenue par une fiscalité accrue sur les biens de consommation courante, des produits qui sont consommés pour l'essentiel par les travailleurs.

C'est scandaleux de parler de réduire la croissance économique, alors que les deux tiers de l'humanité sont sous-alimentés, alors qu'une utilisation rationnelle des richesses de la planète pourrait faire disparaître la faim dans le monde. L'obstacle à l'amélioration du niveau de vie de la population mondiale n'est pas technique. Il est social. Il est dans le fait que ceux qui dirigent la société, les capitalistes, produisent non pour satisfaire les besoins des hommes mais pour vendre, pour faire des profits.

Tant pis pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter ! Ils n'intéressent pas les capitalistes. Ceux-ci préfèrent produire des choses inutiles, voire nuisibles, comme l'armement, pourvu qu'elles trouvent des acheteurs.

Et quand bien même certains partisans du néo-malthusianisme sont conscients de cela et dénoncent ce gaspillage, leurs propositions, qu'ils le veuillent ou non, les placent dans le camp des nantis. Leurs solutions ne sont pas neutres sur le plan social. Car accroître la fiscalité sur les biens de consommation courante, cela touche davantage les pauvres que les riches, les ouvriers que les patrons, qui auront toujours les moyens de s'offrir des produits qui coûtent plus cher.

Leurs solutions sont des solutions réactionnaires.

Bien sûr, les révolutionnaires socialistes ne pensent pas que la population du globe puisse croître indéfiniment. Cependant, le problème qui se pose aux hommes n'est pas celui de la croissance démographique et économique ou de la non-croissance.

Pour assurer à l'humanité le plein épanouissement de ses possibilités, il est indispensable de détruire les barrières qui se dressent devant elle, barrières qui ne sont pas techniques mais sociales. Il faut que la société dirige et contrôle sa propre croissance, qu'elle la mette au service des besoins des hommes.

Mais cela suppose le bouleversement des rapports sociaux, la suppression de l'exploitation, de la propriété capitaliste et de la course au profit. Cela suppose la révolution sociale, la révolution prolétarienne.

Petit sottisier des malthusiens d'hier et d'aujourd'hui

La peur de la surpopulation est déjà vieille. Il revient à Malthus, pasteur anglais du début du XIX^e^ siècle, de l'avoir formulée de façon brutale. Selon Malthus, l'humanité s'accroît suivant une progression géométrique (1, 2, 4, 8, etc.), tandis que la production de vivres ne suit qu'une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, etc.). Il en conclut que la disproportion entre le chiffre de la population et les ressources amènera la misère. Sa solution, c'est que tous ceux qui n'ont pas de moyens matériels suffisants s'abstiennent d'avoir des enfants.

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si ses parents ne peuvent pas le nourrir et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit à réclamer la plus petite portion de nourriture (et en fait il est de trop). Au grand banquet de la nature, aucun couvert n'est mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller et ne tarde pas à mettre sa menace à exécution ».

A défaut d'être fondée sur l'observation historique, la doctrine de Malthus exprimait avec cynisme la façon de voir de la nouvelle couche dirigeante industrielle, en Angleterre où la concentration de la richesse dans un petit nombre de mains coïncidait avec l'appauvrissement des masses laborieuses. **« Si vous voulez être moins pauvres,** disaient en substance les possédants aux travailleurs, **faites moins d'enfants ».**

Les malthusiens d'aujourd'hui enrobent en général leurs conseils de considérations diverses. Mais ils ont en commun avec le bon pasteur de dédouaner le capitalisme de sa gestion de la société. Ainsi Gaston Bouthoul, démographe et sociologue français, pense que **« la plus grande menace pour l'humanité, c'est sa propre fécondité. Coïncidence frappante** (sic) **: l'année 1945, où avec la diffusion mondiale des antibiotiques commença le « boom démographique », fut aussi celle où naquit la bombe atomique. (...) Spontanément l'humanité est allée droit à la solution des deux problèmes résultant de cette situation nouvelle. (...) Aucun Etat ne devrait augmenter sa population si la nécessité n'en est pas justifiée par l'abondance ».**

Quant à l'Américain Vogt, il propose froidement **« la limitation des naissances par tous les moyens, y compris par la suppression des secours et des soins médicaux aux nations prolifiques ».**

Conférence de Rome sur l'alimentation et l'agriculture :

Des palabres pour masquer l'appauvrissement du Tiers Monde

La conférence du FAO (organisme de l'ONU pour le développement de l'alimentation et l'agriculture) qui se tenait à Rome du 8 au 20 juillet dernier s'est terminée, comme d'ordinaire, par quelques déclarations de principe. Quelques phrases sur les nécessaires réformes agraires, qui ne sont qu'un fastidieux compromis permettant à chaque Etat d'y reconnaître sa politique, et surtout de pieuses promesses sur l'aide des pays riches aux pays sous-développés, qui n'engagent personne, ont servi de conclusion. Si bien que, en guise de déclaration finale, le directeur général du FAO s'est contenté de se féliciter du fait que ces résolutions **« auront certainement une grande force morale »**. Mais, la force morale n'ayant jamais fait cracher un centime aux puissances impérialistes, le représentant des USA a précisé que, si son pays s'est **« associé avec joie à l'adoption de la déclaration de principe et du programme d'action »**, cela ne l'empêche pas de **« ne pas se sentir engagé par la constitution d'éventuels nouveaux fonds nécessaires à l'application de ces décisions »**.

DES PALABRES A LA REALITE

Voilà ce qu'il en est de la portée de cette conférence, la cinquième du genre, réunissant les représentants de tous les gouvernements de la planète ! Au-delà de ces palabres sur la lutte contre le sous-développement et la faim dans le monde, il y a la réalité : c'est que les deux tiers de l'humanité vivent dans la misère. Et même, d'après les statistiques officielles établies en 1972, 1,2 milliard d'hommes vivraient dans des conditions d'extrême pauvreté, dont 700 millions dans le dénuement le plus absolu. Et ces chiffres n'ont fait que s'accroître depuis, car les pays dits sous-développés continuent à être pillés, exploités — même s'ils sont devenus formellement indépendants — par les métropoles impérialistes, ne serait-ce que par les lois du marché, à cause du décalage croissant entre les prix de vente de leurs produits agricoles et matières premières et ceux auxquels ils doivent acheter les produits industriels et matériels d'équipement. C'est ainsi que, d'après les chiffres d'un des organismes de l'ONU, 23 pays sous-développés, abritant la moitié de la population du globe, ont vu les termes de l'échange se détériorer pour eux de 30 % entre 1970 et 1976.

UNE DEPENDANCE ALIMENTAIRE CROISSANTE

Et, même dans le domaine agricole, pourtant principale source de revenus dans les pays sous-développés, l'écart entre pays riches et pays pauvres ne cesse de s'accroître. **« Le faible taux de croissance de la production alimentaire »** de ces pays, écrit un rapport officiel de la session du Conseil alimentaire mondial réuni à Rome également en novembre-décembre dernier, **« a eu notamment pour conséquence de les rendre beaucoup plus dépendants des importations en provenance essentiellement des pays développés. La valeur totale de leurs importations brutes de denrées alimentaires (non compris le poisson) est passée de 7 milliards de dollars en 1970 à 22 milliards en 1976, dont la moitié environ était consacrée à des importations de céréales. Les importations céréalières nettes des pays en développement sont passées d'une moyenne annuelle de 32 millions en 1962-1964 à 52 millions en 1972-1974, et l'on pense aujourd'hui qu'elles auront atteint le niveau record de 66 millions de tonnes en 1977-1978 »**.

Et le rapport introductif de la dernière conférence du FAO envisage que ces importations nécessaires de céréales atteindraient 95 millions de tonnes en 1985.

C'est que, là où l'agriculture a connu un petit développement, c'est essentiellement celle destinée à la commercialisation, qui a progressé au détriment de l'agriculture de subsistance. D'ailleurs les quelques aides accordées à ces pays ont ouvertement cet objectif, comme le dit elle-même la Banque Mondiale dans un rapport sur le développement rural qu'elle a publié en 1975 : **« La Banque continuera à soutenir les projets spéciaux en tant qu'instruments pouvant faire passer les fermiers de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale »**. Il s'agit entre autres d'aider au développement des cultures destinées à l'exportation (comme par exemple en Afrique les cultures du coton, de l'arachide ou du café) rapportant quelques devises aux pays et surtout des dividendes aux trusts de l'agro-alimentaire, du textile ou du caoutchouc. **« En encourageant l'agriculture commerciale et l'intégration du petit exploitant au marché international, la Banque Mondiale ne fait que poursuivre la politique des anciennes puissances coloniales, qui avaient imaginé un grand nombre de méthodes pour contraindre les territoires qu'elles contrôlaient à produire pour la métropole »** conclut un expert, Cheryl Payer, qui faisait partie du « groupe de la déclaration de Rome », groupe de chercheurs et économistes ruraux venus tenir un colloque critiquant l'action du FAO, à Rome, au moment où se réunissait la conférence.

ACCENTUATION DES INEGALITES SOCIALES

En plus de cette dépendance croissante sur le plan alimentaire, pour se rendre compte de la situation réelle de la population de ces pays il ne suffit pas de prendre en compte leurs bilans globaux. Car la récente évolution, là où il y en a une, s'est traduite par **« une croissance des inégalités et de la pauvreté rurale dans beaucoup de pays en développement, en dépit des taux de croissance élevés et en hausse des années 1960 »**, est obligé de reconnaître le rapport sur la réforme agraire et le développement rural publié en 1979 par le FAO, pourtant plutôt enclin à cacher la misère. Car, favorisant une petite minorité de propriétaires agricoles, facilitant la pénétration des trusts agro-alimentaires dans l'agriculture des pays pauvres, cette évolution de leurs structures agricoles a produit à l'autre bout de larges couches de paysans dépossédés de toute terre, s'entassant dans les bidonvilles des capitales ou se louant comme ouvriers agricoles quelques mois de l'année.

La situation de l'Inde est à cet égard assez caractéristique : le recensement de 1971 aurait montré que le nombre d'ouvriers agricoles et paysans sans terre s'était accru de 75 % depuis 1961, soit en à peine dix ans. C'est que les diverses réformes agraires depuis l'indépendance, de même que la « révolution verte », pierre philosophale du FAO ces dernières années, ont abouti, en supprimant le système de la tenure (datant de l'époque coloniale), à transformer le propriétaire foncier du stade de rentier à celui d'exploitant agricole, mais en éliminant de la terre une grande masse de métayers. Puis les aides successives ont épaulé les exploitants agricoles les plus aisés en ruinant et endettant les autres. Ce qui aboutit non seulement au gonflement démesuré des villes (Calcutta et son agglomération, qui ne pourraient accueillir que 3 à 4 millions de personnes, en regrouperaient en fait environ 9 millions, d'après une enquête publiée par le journal **Le Monde** en 1978), mais même au maintien, en Inde, d'une couche de paysans asservis : leur nombre s'établirait (d'après **Le Monde** du 21-7-79) entre trois et cinq millions. Il s'agit là de paysans endettés de père en fils, qui de ce fait se trouvent liés à leurs créanciers et contraints de travailler pour eux sans jamais pouvoir s'en sortir, car leurs revenus ne leur permettent pas de racheter leurs dettes familiales, quand ils ne l'accroissent pas pour pouvoir survivre. Cette pratique a pourtant été officiellement abolie à deux reprises depuis l'indépendance. Mais le développement du capitalisme dans l'agriculture, la dépendance et la perpétuation de l'exploitation de l'Inde par les puissances impérialistes, continuent à la sécréter, malgré les décrets et les lois.

Et les résolutions des conférences comme celle qui vient de se tenir à Rome ne sont là que pour donner le change et masquer sous les termes d' « aides aux pays sous-développés » ce qui n'est en fait, quand cette aide existe, qu'une aide de ces organismes internationaux à l'exploitation par les grandes puissances capitalistes et les trusts agro-alimentaires des ressources agricole des pays du Tiers Monde.

Olivier BELIN.

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE :

Bavardages et vœux pieux pour ne rien régler

Des réfugiés cambodgiens en Thaïlande.

C'est donc avec le sentiment du devoir accompli que se sont séparés les porte-parole des gouvernements à l'issue de la conférence internationale de Genève, réunis paraît-il pour trouver une solution humanitaire au drame des milliers de réfugiés d'Indochine.

Alors, au-delà de cette auto-satisfaction générale, quelles sont donc les mesures réelles et concrètes prises pour aider les réfugiés ?

Eh bien, le résultat de ces deux jours de négociations se résume essentiellement à avoir obtenu que le Vietnam empêche maintenant pour un temps tous ceux qui veulent quitter le pays de le faire, après avoir tant décrié l'attitude qui consistait à les retenir.

En clair, cela permet à tous les pays occidentaux de ne pas régler le problème et de tout faire pour n'avoir pas à trouver une solution pour accueillir les réfugiés.

Des camps de transit et de triage vont donc être organisés, au Vietnam même, dont le but serait de permettre aux pays d'accueil d'avoir le temps d'absorber ces milliers de réfugiés et d'assainir, osent-ils dire, la situation.

Et tout le monde se félicite de la réussite de la conférence où, grâce à tout l'art de la diplomatie, les uns et les autres ont réussi à parler de tout sauf du problème essentiel : comment sauver d'une mort atroce et certaine tous ceux qui, malgré tout, s'en iront ou sont déjà partis et attendent dans l'incertitude la plus totale et dans des conditions atroces que les pays dits civilisés daignent se pencher sur leur sort ?

Le moins que l'on puisse dire c'est que le spectacle affligeant de ces êtres humains désespérés et démunis ne dérange pas autant qu'ils le proclament eux-mêmes la conscience de tous ces dignitaires, des François-Poncet ou autres Mondale, le vice-président des USA, qui, la main sur le cœur, affichent avec tant de superbe leur soi-disant humanisme.

Ce n'est là qu'une façade derrière laquelle ils dissimulent leur lâche hypocrisie.

Et il n'y avait pas besoin de conférence internationale pour en arriver là.

Juliette ARONI.

EDF :

Par avance, on rejette la responsabilité sur les consommateurs

L'EDF vient de faire connaître son plan d'action pour l'hiver prochain. Il s'agit avant tout d'éviter que se reproduise la panne du 19 décembre dernier, qui avait provoqué la paralysie pendant plusieurs heures de l'ensemble du pays.

Ainsi, des coupures de courant sont prévues lors des périodes de grande consommation. Et une campagne d'information à la veille des jours difficiles d'hiver sera organisée pour éviter un surcroît de consommation de la part des usagers. Il sera recommandé de retarder la mise en route des machines à laver, de réduire le chauffage, d'éviter de trop se servir des chauffages d'appoint...

Ainsi, par avance, l'EDF se dédouane et rejette la responsabilité de toute panne éventuelle sur le mauvais « civisme » des Français. Que ce soit seulement un tiers de l'électricité produite qui soit utilisé par les usagers et que la consommation supplémentaire de ces différents appareils ménagers par rapport à la consommation générale soit une goutte d'eau dans la mer, qu'importe !

Il faut désigner un coupable, car l'EDF n'est plus capable de faire face à la demande les jours de grands froids. Et pour cause : depuis des années, la consommation d'électricité a augmenté sans que pour autant le réseau de distribution ne s'améliore. En conséquence, celui-ci fonctionne en permanence à la limite de la saturation, et la moindre défaillance locale peut entraîner la catastrophe. C'est d'ailleurs ce que l'EDF essaye d'éviter avec des délestages.

Car rien n'a été fait véritablement pour moderniser le réseau depuis des années. Et si l'Etat a bien planifié la construction de centrales nucléaires — sans en maîtriser l'utilisation et avec les dangers que cela comporte — c'est uniquement dans l'intérêt des grands groupes capitalistes intéressés à cette construction.

De toutes façons, cela ne règle en rien la question de la distribution. Et elles ne seront opérationnelles que dans la fin des années 1980.

Car entre le financement d'investissements peu rentables et destinés à l'intérêt collectif à long terme de la population, comme la modernisation du réseau, et donner de l'argent aux capitalistes, le choix de l'Etat est tout fait.

Prévoir et organiser une société rationnelle, planifier l'ensemble de la production de façon à satisfaire les besoins de la population, voilà qui est hors de portée de ce régime.

Résultat : on fonctionne au jour le jour et, pour plusieurs années, l'EDF est condamnée au bricolage et les usagers à la lampe de poche.

Yves MORINIER

Concorde, suspends ton vol

Par ces temps de chasse au gaspi, les pouvoirs publics ne pouvaient décemment s'en prendre aux automobilistes sans faire mine de s'attaquer également au gros gibier. Alors, ils ont subitement découvert qu'au-dessus de nos têtes un certain volatile pétrolivore passait vraiment les bornes de la goinfrerie.

Eh oui, comment voulez-vous expliquer aux conducteurs qu'en allant moins vite ils économisent quelques litres d'essence, alors que Concorde, pour gagner trois heures entre Paris et New York, en « consomme » 1,2 tonnes par passager — trois fois plus qu'un Boeing 747 ? Comment voulez-vous que les braves gens d'ici-bas écoutent les appels au civisme, quand ils apprennent qu'au-dessus d'eux quelques heureux élus coûtent chacun 4 800 F de subvention aux contribuables, pour faire la différence entre le prix de leur billet et le prix de revient de leur siège supersonique ?

On savait déjà que Concorde était un gouffre financier, du simple fait que personne ne veut l'acheter : seize seulement ont été construits... et neuf vendus. Les six exemplaires acquis par Air France (dont deux intégralement payés par l'Etat avec l'argent des contribuables) ont coûté la bagatelle de 18 milliards de francs. Mais il aura fallu attendre le renchérissement du prix du carburant pour que nous commencions à savoir ce que nous coûte le prestige de la France.

Alors, une fois de plus, notre supersonique national bat de l'aile, et cette fois il pourrait même y laisser des plumes puisque, d'après le journal **Les Echos,** l'arrêt de son exploitation serait envisagée... en haut lieu, cela va de soi.

On attend donc les retombées. Mais une chose est sûre : l'affaire Concorde risque de faire... du bruit !

J.L.C.

Marée noire : de tristes records

L'**Amoco Cadiz** tenait jusqu'à présent le record en matière de pollution marine. Ce record est en passe d'être battu !

Jeudi 19 juillet, deux superpétroliers sont entrés en collision au large des côtes du Vénézuéla, dans la mer des Caraïbes, selon un scénario désormais « classique », alors que la visibilité était presque nulle.

Les deux super-tankers se sont presque immédiatement embrasés et vingt-six marins ont été portés disparus.

Il semble que les efforts des sauveteurs, qui ont essayé de remorquer l'un des pétroliers qui transportait 210 000 tonnes de brut, aient réussi à limiter ce qui aurait pu devenir la plus gigantesque marée noire. Ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, qu'une nappe de pétrole longue de plusieurs kilomètres menace directement des plages.

Quant au puits mexicain Ixtoc One, il continue son œuvre dévastatrice en déversant chaque jour 4 500 tonnes de pétrole dans la mer.

On s'interroge : à ce rythme, restera-t-il suffisamment d'eau de mer pour les poissons de l'océan et pour les hommes ?

En fait, ces pétroliers qui se heurtent ou ce pétrole qui déborde constituent pour les pétroliers un « regrettable accident », couvert d'ailleurs par les assurances.

Mais, sans souci, les capitalistes détruisent la nature... Et il est chaque jour plus urgent de les mettre hors d'état de nuire.

Souscription

La publication des résultats de notre souscription touche à sa fin. Nous continuerons bien sûr à publier les quelques listes qui nous parviendraient encore, mais nous pouvons considérer que la souscription pour les élections au Parlement européen est dorénavant définitivement close.

Elle nous a permis de recueillir 1.130.068 F. Et nous pouvons considérer ce résultat comme un succès et comme un encouragement. Nous remercions les dizaines de milliers de travailleurs, d'hommes et de femmes qui, par leur geste, ont permis que la voix de l'internationalisme se soit fait entendre.

MONTBELLIARD - BELFORT : Meeting, 227 - Enseignante, 100 - Professeur, 300 - Christ (Alsthom), 10 - Maryse, 100 - Toni (Alsthom), 50.

MIDI-PYRENEES : Néné, 10 - Doudou, 15 - Pasquale, 5 - Un cheminot, 10 - Vive la SNCF, 10 - Berval, 10 - Auvengaud, 10 - Michel, 30 - Marie-Claude, 10 - R. Guiraud, 10 - Patrick, 20 - Pour la démocratie, 30 - Un sympathisant, 350 - Meaume (Citec), 10 - Une sympathisante, 100 - Un sympathisant, 10 - Une employée sympa, 5 - Artisan mécanicien, 50 - Elle et moi, 100 - Employé de bureau, 100 - Employé de bureau, 100 - Postier, 10 - Un sympathisant, 10.

PTT CARCASSONNE : CL. Marty, 10 - Anonyme, 10 - Garcia C., 10 - Cagarde, 10 - J. Claude, 25 - Chantal, 20 - Michelle, 30 - Pouidre, 50.

NEVERS : Patrice et Monique, 100 - Anonyme, 100.

LIMOGES : Un copain, 500 - Une copine, 500.

BOURGES : En soutien, 200 - En soutien, 200.

ORLEANS : Anonyme, 920.

MARSEILLE : Emile, 100 - Les sympathisants du Garlaban, 120 - Maman de Marlène, 30 - Parents d'un jeune copain, 250 - Un travailleur de Tournon, 1 000.

ROUEN : Un chauffeur de l'H.D., 50 - Anonyme, 100 - Une éducatrice de Dieppe, 100 - Leplanquois (Caen), 220 - Anonyme, 10.

RENNES : Mère d'un copain, 50 - Un soldat, 100 - Besson, 100 - Marie Annie, 20 - Muette, 50 - Sympathisante, 50 - Paul, pour une transformation de la société, 150 - Etudiant sud-américain, 20 - Une institutrice, 50 - Un pion, 10.

NANCY : Un sympathisant, 100.

REGION PARISIENNE : Un travailleur de l'Alsthom, 50 - Un camarade de l'Alsthom, 100 - Un sympathisant, 55 - Mat, 100 - Copine de Paris, 100 - Une sympathisante du Crédit Lyonnais, 25 - Anonyme, 15 - Collecte marché Val d'Oise, 10 - Collecte Thomson St-Denis, 150 - Démoclès (Air France), 5 - Anonyme devant le ministère des Finances, 10 - Gallienne Zakié, 10 - Atchomoum, 50 - Gaston, 50 - Gillet, 100 - Lacase Mary José, 15 - Didi du Crédit Lyonnais, 10 - Pierrot de l'Hay-les-Roses, 70 - D.M., 200 - Michèle (Ste-Anne), 50 - Sous Georges, 20,50 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Paule, 10 - La sœur d'une copine, 100 - Une sympathisante de LO, 300 - Anonyme, 50 - Anonyme, 150.

AIR-FRANCE - ORLY NORD - Goussin Philippe, 15 - Guttierrez Manuel, 200 - Barrière Michel, 35.

LE MANS : Une institutrice sympathisante, 50 - Trois travailleurs des M.G.F., 200.

TOTAL : 1.130.068 F.

Camping sauvage interdit !

Mais on ne développe pas plus pour autant les autres possibilités de camper

Les incidents qui se sont déroulés ces dernières semaines à Salles-sur-Verdon (Var), où un millier de campeurs, qui se sont installés sur un terrain EDF sur les bords d'un lac de barrage, ont refusé de se laisser expulser, ont reposé le problème du camping sauvage.

Certes le développement considérable qu'a connu aujourd'hui le camping pose évidemment des problèmes d'organisation, et ce terrain des bords du lac de Sainte-Croix, où tous les ans les campeurs ont l'habitude de venir, ne dispose d'aucune des installations sanitaires indispensables à une telle concentration de campeurs. Mais ces campeurs que le maire des Salles voulait faire expulser, où devraient-ils aller ?

Le camping sauvage est désormais interdit. On devrait obligatoirement aller s'installer dans un camping officiel payant. Mais même cela n'est pas réellement possible : ce département du Var, justement, a enregistré l'été dernier un manque de 50 000 places de camping. Et cette situation ne fait que s'aggraver, puisque de 1975 à 1978 le nombre de journées-camping aurait progressé pour le seul département du Var de 8,5 millions à 11 millions, soit près de 30 %, alors que celui du nombre de places offertes dans les campings a pratiquement stagné, passant de 125 000 à 130 000.

Et les campings actuellement existants, surtout dans le Midi et sur les côtes, ressemblent bien plus à d'énormes bidonvilles de toile qu'à des lieux de repos. On n'y a pas la place de se bouger, on n'y a pas vraiment la possibilité de jouir de la nature. Sans parler que, lorsque le maire des Salles invoque pour justifier sa décision d'expulsion les dangers, notamment ceux d'incendie qui, surtout dans le Var, sont certes réels, pour condamner le camping sauvage, il oublie de dire que l'entassement des campings légaux présente aussi ses dangers, comme le récent incendie dans un camping d'Argelès l'a montré.

Le camping sauvage, le camping dans la nature, cela pourrait bien sûr s'organiser, mais en aménageant à cet effet des aires dans des terrains ou des forêts domaniales. Les campeurs vont salir ? Détériorer la nature ? Ils le font malheureusement parfois, mais bien moins que les industriels. Les campeurs risqueraient de gêner les autres promeneurs et touristes ? Bien moins en tout cas que ceux qui s'arrogent le droit, contrairement à la loi, de clôturer les accès à la mer pour se faire des plages privées, et qui n'ont pas droit, eux, comme les campeurs des bords du Verdon, à des descentes de gendarmes. Mais plutôt que de mettre à la disposition du public des aires libres avec des équipements sanitaires, des poubelles, et de compter sur la conscience des gens, les pouvoirs publics préfèrent s'en tenir aux interdictions.

Olivier BELIN

Le droit à l'avortement en jugement

Le père d'une adolescente de 17 ans a porté plainte contre une clinique de Marseille où sa fille s'est fait avorter. Selon la loi, en effet, l'interruption de grossesse ne peut être pratiquée sur des mineures qu'avec l'autorisation écrite des parents. Mais, comme l'a déclaré le médecin qui a pratiqué cet avortement, de nombreuses adolescentes **« n'hésitent pas à donner des identités complètement fantaisistes ou bien encore à fabriquer elles-mêmes des attestations parentales »**. Dans le cas présent, la jeune fille aurait tout simplement caché son âge réel, se faisant passer pour majeure. Ses parents reprochent aujourd'hui à la clinique de ne pas avoir procédé à une vérification d'identité. Ce à quoi le médecin répond qu'il n'y est pas tenu par la loi.

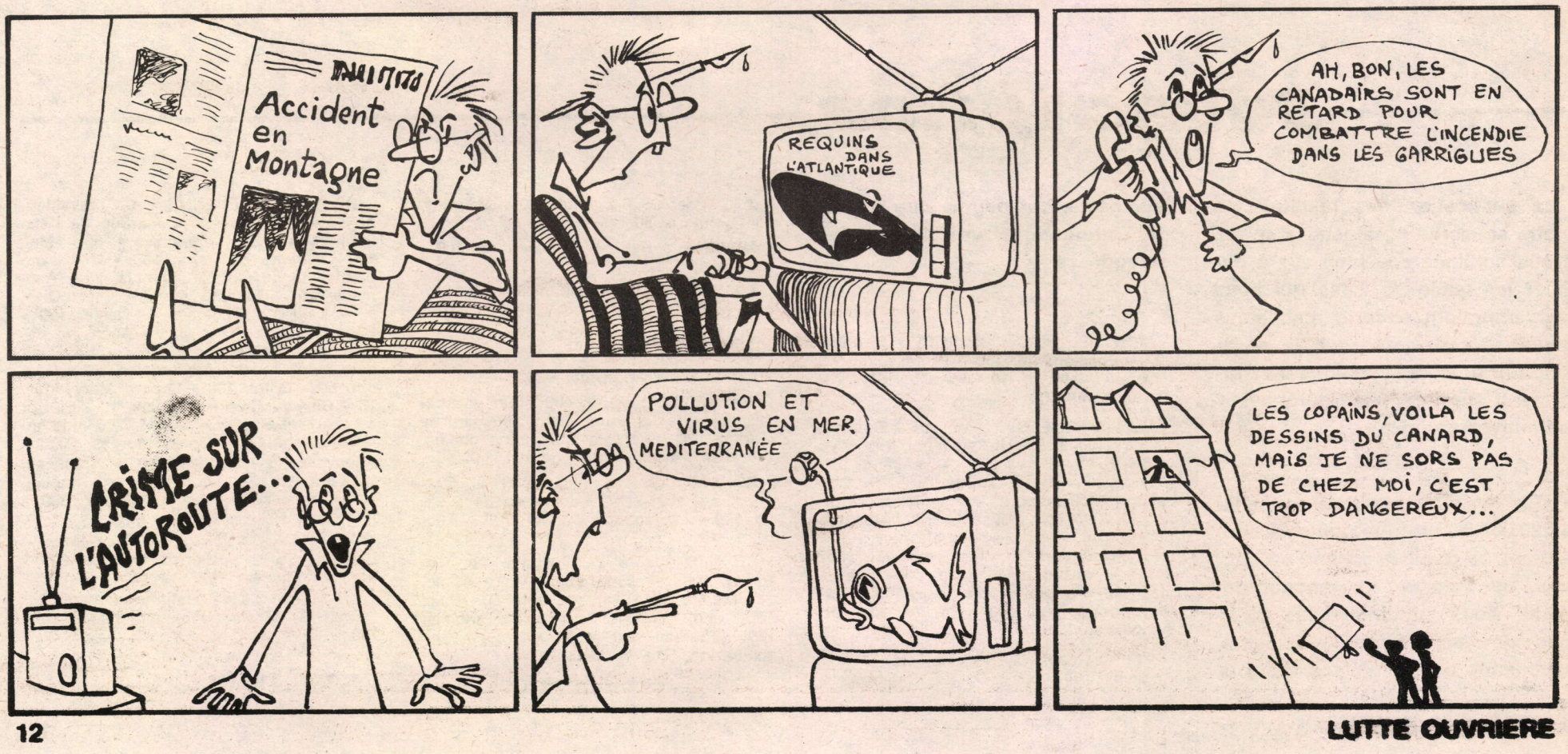
Ces arguties juridiques ne font que masquer le problème de fond, qui est l'attitude de ces parents à l'égard de leur fille. Alors que des centaines de milliers de femmes avortent chaque année en France, voilà des gens — et ils ne sont malheureusement pas les seuls — qui ne peuvent admettre que cela puisse arriver à leur propre fille. Ils prétendent que celle-ci aurait été « manipulée », qu'elle ne voulait pas réellement avorter. Comme s'ils le savaient mieux qu'elle ! Comme si une fille de 17 ans était incapable de prendre une décision qui concerne tout de même sa vie à elle, et non celle de ses parents !

« Dans la famille, nous avons six enfants et nous sommes opposés à l'avortement », ont déclaré les parents. C'est leur droit, bien sûr. Mais est-ce une raison pour imposer à leur fille une grossesse dont elle ne veut pas ? Est-ce une raison pour la traumatiser davantage, en portant son cas sur la place publique, au moment où elle aurait eu besoin de compréhension et de réconfort ?

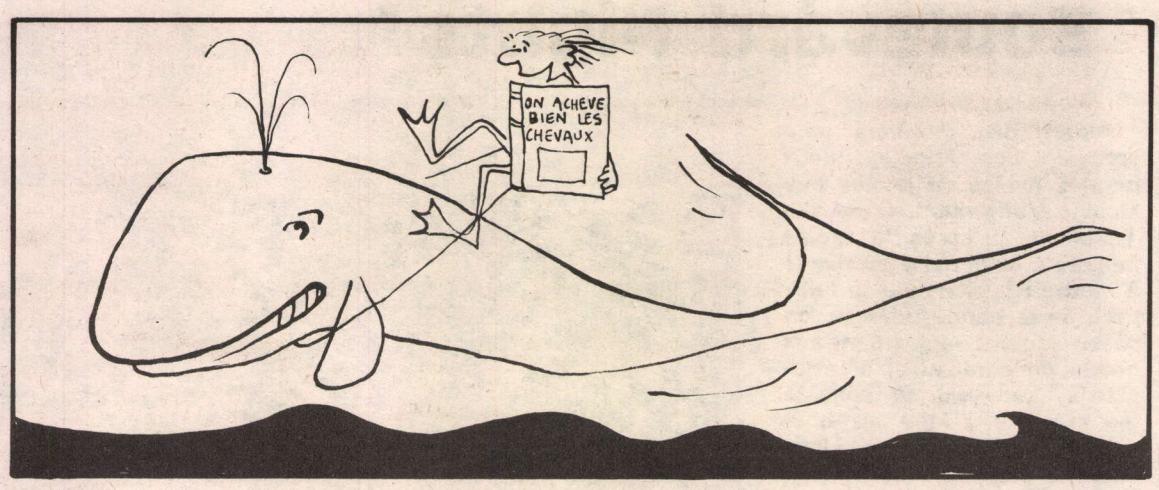
Quand on voit la réaction de ces parents, on comprend que leur fille ait préféré agir à leur insu, comme bien des adolescentes dans le même cas. Et, vu le manque de confiance et l'incompréhension entre parents et enfants qui règnent dans bien des familles, on peut douter du bien-fondé de la loi qui n'autorise l'avortement d'une mineure qu'avec l'autorisation de ses parents. Comme toutes les clauses restrictives contenues dans la loi Veil, il s'agit en fait d'une concession à la partie la plus réactionnaire de l'opinion publique que la libéralisation de l'avortement scandalisait. Mais ces concessions se traduisent, pour des centaines de milliers de femmes et de jeunes filles, par des tracasseries, des difficultés supplémentaires, souvent même par des drames.

Il en va de même, d'ailleurs, de la liberté qui est laissée aux médecins de refuser de pratiquer des avortements, ce qui est bien souvent la première source d'ennuis pour celles qui veulent interrompre une grossesse. Aujourd'hui, un médecin de Marseille risque de se voir inculper alors qu'il n'a fait que son métier. S'il avait refusé d'avorter la jeune fille, il aurait été dans son bon droit, quand bien même celle-ci aurait dû recourir à un avortement clandestin, dans des conditions médicales douteuses. C'est scandaleux, et la lutte doit continuer tant que l'avortement ne sera pas totalement libre et gratuit.

Jean-Louis CHAMPENOIS



Des livres de poche pour l'été...



Si vous avez oublié d'acheter des livres avant de partir en vacances ; si vous n'avez rien sous la main pour attendre votre train ; s'il vous prend une soudaine fringale de lecture et que vous ne soyez pas à proximité d'une grande librairie... voici quelques titres que l'on peut trouver un peu partout.

Ces livres ne présentent pas tous le même intérêt, certains sont déjà parus depuis quelque temps (mais, justement, les vacances sont un moyen de combler quelques trous, de lire un livre que l'on avait remarqué mais laissé passer). Mais ils ont tous en commun d'être peu chers et d'avoir été publiés dans des collections de poche. (Les prix annoncés ont été relevés dans une librairie parisienne, mais restent bien sûr indicatifs).

Essais

A.D.R.E.T. : **Travailler deux heures par jour** - Seuil - Points A 23 - environ 11 F.

Travailler deux heures par jours ? Et pourquoi pas !

Benoîte Groult : **Ainsi soit-elle** - Livre de Poche N° 4915 - environ 8 F.

Une dénonciation alerte et percutante de l'oppression des femmes.

Docteur Olievenstein : **Il n'y a pas de drogués heureux** - Livre de Poche N° 5150 - environ 11,50 F.

Le témoignage et les propositions d'un médecin s'occupant de drogués, qui est persuadé de l'inutilité des méthodes répressives contre les toxicomanes.

Mémoires

Neel Doff : **Jours de famine et de détresse** - J'ai Lu N° 766 - environ 8,50 F.

La vie misérable des sous-prolétaires en Hollande aux alentours des années 1870-1880.

Simone Signoret : **La nostalgie n'est plus ce qu'elle était** - Seuil - Points A 19 - environ 11 F.

Des anecdotes touchantes et amusantes sur les milieux artistiques et le monde politique de gauche, par une artiste de talent et une femme de cœur.

Leopold Trepper : **Le grand jeu** - Livre de Poche N° 5161 - environ 13,50 F.

La biographie du chef de « l'Orchestre Rouge », un espion au service des Soviétiques face aux nazis. Ou comment des espions sont présentés en héros...

Armand Lanoux : **Bonjour Monsieur Zola** - Livre de Poche N° 3269 - environ 13,50 F.

La vie de Zola, son époque et comment il écrivait ses romans.

Romans

Italo Calvino : **Cosmicomics** - Livre de Poche N° 7044 - environ 8 F.

Des récits humoristiques de science-fiction... préhistorique.

Doctorow : **Ragtime** - J'ai Lu N° 825 - environ 8,50 F.

Les Etats-Unis de 1900, à travers une brochette de personnages cocasses et attachants .

Claire Etcherelli : **Elise ou la vraie vie** - Folio N° 939 - environ 10 F.

Pendant la guerre d'Algérie, une ouvrière française s'éprend de l'un de ses camarades de travail algérien.

Max Gallo : **La baie des Anges** - J'ai Lu N° 860-861-862.

L'histoire de Nice vue à travers l'histoire d'une famille d'émigrés italiens.

Raymond Jean - **La fontaine obscure** - Livre de Poche N° 5119 - environ 9,50 F.

Un procès en sorcellerie en Provence, au début du XVII° siècle. L'Inquisition contre la liberté de penser et de vivre.

Yachar Kémal : **Memed le Mince** - Folio N° 1117 - environ 16 F.

Défenseur et vengeur du faible contre la tyrannie étatique, un hors-la-loi campagnard dans la Turquie du début du siècle.

Herbert Le Porrier : **Le médecin de Cordoue** - J'ai Lu - environ 8,50 F.

Les tribulations aventureuses d'un médecin juif espagnol au XV° siècle. Un roman chaleureux qui évoque la collaboration, dans l'estime mutuelle et la tolérance, des communautés juives et arabes du bassin méditerranéen.

Horace Mac Coy : **On achève bien les chevaux** - Folio N° 962 - environ 10 F.

Dans les USA de la grande crise de 1930, de jeunes chômeurs tentés par l'illusion de faire fortune en gagnant un marathon de danse.

Clément Lépidis : **L'Arménien** - Livre de Poche N° 4806 - environ 9,50 F.

Le petit monde pauvre et sympathique des émigrés des ateliers et des échopes du Belleville de l'entre-deux-guerres.

Mendel Mann : **Aux portes de Moscou, Sur la Vistule** et **La chute de Berlin** - Livre de Poche N° 5169, 5211 et 5234 - environ 11,50 F, 9,50 F et 9,50 F.

La Deuxième Guerre mondiale vue du front russe par les yeux d'un jeune Juif polonais engagé dans l'Armée Rouge.

James Michener : **Colorado Saga** - Livre de Poche N° 4997 et 4998 - environ 11,50 F.

L'histoire du Colorado au travers de l'existence de tous ceux qui y ont vécu : la vie des dinosaures, des chevaux sauvages, des castors et des bisons et, pour ces derniers, de leurs chasseurs, indiens ou pionniers, ainsi que de leurs descendants.

Georges Orwell : **1984** - Folio N° 822 - environ 12 F.

Un roman d'anticipation politique décrivant une société dominée par un Etat omniprésent, totalitaire, où tous les individus sont conditionnés, sauf quelques-uns qui se rebellent.

Daniel Saint-Hamont : **Le coup de Sirocco** - Livre de Poche N° 5332 - environ 8 F.

Les difficultés, racontées avec humour et tendresse, d'une famille de Pieds-Noirs rapatriée en France.

Richard Wright : **Black Boy** - Folio N° 965 - environ 12 F.

L'enfance et la jeunesse d'un jeune Noir américain en butte au racisme.

Romans policiers

Horace Mac Coy : **Un linceul n'a pas de poches** - Carré Noir - environ 9 F.

Un journaliste dénonce la corruption et s'attaque aux puissants.

Don Tracy : **La bête qui sommeille** - Carré Noir - environ 9 F.

Toute une petite communauté se déchaîne contre un jeune Noir accusé de viol.

Témoignages

Angela Davis : **Autobiographie** - Livre de Poche N° 4898 - environ 11,50 F.

La lutte de la militante noire, membre du Parti Communiste Américain, contre l'oppression raciste.

John Hersey : **La muraille** - Folio N° 1130 et 1131 - environ 28 F pour les deux volumes.

Un roman, inspiré de témoignages réels, qui fait vivre le drame du ghetto de Varsovie et qui montre la résistance à l'extermination nazie, puis l'insurrection du ghetto au printemps 1943.

George Orwell : **Catalogne libre** - Idées N° 346 - environ 14 F.

Le témoignage d'un journaliste anglais, engagé dans les milices en 1936, sur la guerre civile espagnole et sur l'écrasement par les staliniens de tout ce qui représentait un risque de révolution sociale.

Hedrick Smith : **Les Russes** - Livre de Poche N° 5012 - environ 13,50 F.

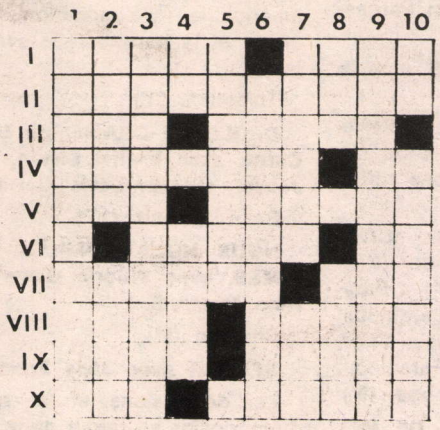
Une description intéressante, par un journaliste américain, de la vie quotidienne en URSS de nos jours.

Vulgarisation scientifique

Robert Jastrow : **Des astres, de la vie et des hommes** - Seuil - Points S 2 - environ 16 F.

Un scientifique américain retrace l'évolution de l'univers, la naissance de la vie et l'évolution des espèces.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Période aiguë d'une maladie - Plus fort on les pousse, plus ils sont hauts. — II. Roule dans la farine. — III. On ne la rend qu'à toute extrémité - On en fait des paniers. — IV. Se laisse conduire par le timonier - Riche symbole. — V. Cochon d'Anglais - Renifles. — VI. Gai à voir - Pour mesurer l'Empire céleste. — VII. Des pas grand-chose - Fait une toile. VIII. Appellations - Singe. — IX. Il ne faisait pas bon y être zouave - Jouer de la bâtarde. — X. Il va bon train - Enleva le sommet.

VERTICALEMENT. — 1. Agrippât. — 2. Taquinai la muse - Fait du vent. — 3. Petit dessin qui sert à écrire. — 4. Pose l'hypothèse - Ecole (initiales). — 5. Enlevât l'enveloppe. — 6. Objet d'usage courant. — 7. Pratique - Commune rurale russe. — 8. Se fende la pipe - Capitale de Pizarre. — 9. Descendants de Jacob. — 10. Réfléchit - Travaillera une pièce.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	P	I	N	A	L	I	E	N	S
II	A	R	■	O	U	I	■	T	O	N
III	M	E	N	U	■	B	I	O	T	■
IV	O	S	E	R	■	E	L	U	■	L
V	T	I	T	R	E	R	■	R	O	I
VI	H	D	■	I	R	A	■	D	O	M
VII	R	E	N	T	A	B	L	E	■	I
VIII	A	■	O	U	■	L	■	R	A	T
IX	C	O	U	R	T	E	L	I	N	E
X	E	■	S	E	N	S	É	E	■	S

FILMS_FILMS_FILM

" Boulevard Nights "

Issues des quartiers pauvres de Los Angeles, deux bandes rivales de jeunes Mexicains s'affrontent. C'est vite l'escalade : après la raclée infligée à celui qui s'est risqué à mettre les pieds sur le territoire de la bande adverse, on passe souvent rapidement aux coups de couteau et à la fusillade. Le vendredi soir, le jeu consiste à faire les boulevards en voiture, en cherchant la bagarre.

Mais Raymond, dit « le Magicien » en a assez de sa vie de « loubard » et de chef de bande. Il est mécano dans un garage, aime une fille et voudrait en sortir. Il essaie en vain de freiner son jeune frère qui, pris dans l'engrenage, est de tous les mauvais coups et finit par tuer un homme pour venger la mort de sa mère.

A la fois dur et émouvant, ce film sans complaisance vis-à-vis de la violence dépeint les espoirs, les passions, la révolte et la détresse de ces jeunes Chicanos.

Odette DYLAN

" Avalanche express "

Un général soviétique ayant fui à l'Ouest, les services secrets de l'URSS se lancent à sa poursuite. Mais les services secrets occidentaux se mettent aussi de la partie. D'où affrontement inévitable. D'où courses poursuites et embuscades, explosions et rafales de mitraillettes, héros qui meurt au milieu du film mais qui reparaît miraculeusement cinq minutes plus tard, car c'est un autre qui était mort à sa place (on respire !).

Pour éliminer le général, les services secrets soviétiques, ne reculant décidément devant rien, décident de faire ensevelir son train par une avalanche provoquée artificiellement. Mais rassurez-vous, le train y échappera de justesse et le général avec. Ce sont seulement les habitants d'un village suisse qui seront ensevelis (et, à nouveau, on respire !).

Finalement, donc, le général ne sera repris ni mort ni vif, et c'est le cargo qui servait de quartier général aux espions soviétiques qui sautera : les méchants sont toujours punis.

Bref, encore un film qui vaut le détour... pour l'éviter.

Jean-Louis CHAMPENOIS

" Mon nom est Bulldozer "

avec Bud SPENCER

Dans un port italien, des bagarres incessantes opposent les athlétiques GI's de la base américaine aux jeunes de la ville. Ces derniers reçoivent le renfort d'un sympathique et colossal patron de bateau de pêche (incarné par Bud Spencer), qui est rentré au pays natal après s'être fait connaître aux USA comme champion de foot-ball américain sous le surnom de Bulldozer. Ils défient donc l'équipe de la base de les empêcher de marquer au moins un essai en match régulier.

Les militaires américains sont bêtes à souhait. Mais la bande des jeunes Italiens, combinards, voleurs et recéleurs, n'est guère flattée non plus.

Cette intrigue cousue à la diable sert de prétexte à d'infinies bagarres mettant en valeur la carrure de Bud Spencer, qui est bien le seul atout de ce film.

Vincent GELAS

" Les Who : the kids are all right "

Roger Daltrey, Pete Towsen, Keith Moon et John Entwistle sont certainement plus connus sous le nom des Who, le groupe de pop-music qu'ils ont formé en 1965. Comme les Beatles et les Rolling Stones, ils ont leurs inconditionnels. Et ceux-là seront certainement ravis de les retrouver à l'écran dans cette rétrospective de leurs succès.

En dehors de cela, le film insiste surtout sur la violence de leur musique et de leur jeu de scène. On les voit à la fin de chaque spectacle casser méthodiquement leurs instruments de musique. Ils nous disent eux-mêmes que c'est pour se faire un nom dans le monde du rock qu'ils ont mis au point cette technique coûteuse. Depuis, le public attend d'eux qu'ils saccagent guitares, amplis et batteries, nous dit, blasé, Pete Townsen.

Mais si vous attendez autre chose d'un film, allez plutôt ailleurs.

Gilbert MAQUI

Sélection

Films récents

CEDDO, de Sembene Ousmane.

Au 17e siècle en Afrique, l'affrontement entre les traditions tribales et les missionnaires, principalement ceux de l'Islam.

Racine (6e) - 14 Juillet (6e).

COCO LA FLEUR, CANDIDAT.

Une période électorale aux Antilles. Une dénonciation du colonialisme français.

Palais des Arts (3e).

LE COUP DE SIROCCO, avec Michel Auclair et Roger Hanin.

L'histoire d'une famille de petits boutiquiers pieds-noirs qui revient en France en 1962, et qui parvient tant bien que mal à refaire sa vie mais ne parvient pas à oublier.

Gaumont Richelieu (2e)

HAIR.

Film musical. A New York, à la fin des années 1960, une bande de jeunes manifeste son opposition à la guerre du Vietnam.

Impérial (2e) - Gaumont Rive Gauche (6e) - Hautefeuille (6e) - Gaumont Champs-Elysées (8e) - Gaumont Sud (14e).

FIDELIO :

Opéra de Beethoven adapté pour le cinéma.

Vendôme (2e).

AU BOUT DU BOUT DU BANC, avec Victor Lanoux et Jane Birkin.

Quatre générations d'une même famille juive se retrouvent... Humour et non-conformisme.

UGC Opéra (2e) - Biarritz (8e).

GAMIN (Los Gaminos).

Un reportage sur les bandes d'enfants abandonnés de Bogota.

Bonaparte (6e).

NORMA RAE, avec Sally Field.

Comment une jeune ouvrière du textile, dans une petite ville du sud des USA, découvre la lutte syndicale et s'y engage malgré toutes les difficultés.

Quintette (5e) - Pagode (7e) - Balzac (8e) - Gaumont Opéra (9e) - 14 Juillet (11e) - Montparnasse Pathé (14e) - Météor (19e).

LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE.

Une vieille dame se venge des banquiers qui l'ont mise à la porte.

UGC Opéra (2e) - Hautefeuille (6e) - Studio Raspail (14e) - Convention (15e) - Trois Murat (16e).

et moins récents

MOLIERE, d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.

Bilboquet (6e).

LE CRI, de Michelangelo Antonioni.

A travers l'histoire d'une rupture, des images réalistes sur l'Italie des années 1950.

Hautefeuille (6e) - Sept Parnassiens (14e).

LE BAL DES MAUDITS, d'après le roman d'Irvin Shaw.

Pendant la dernière guerre, l'histoire de trois soldats de nationalités et de religions différentes.

Boul Mich (5e) - Paramount Cité Triomphe (8e) - Max Linder (9e) - Paramount Gobelins (13e) - Paramount Orléans (14e) - Paramount Montparnasse (14e) - Saint-Charles Convention (15e) - Paramount Maillot (17e) - Moulin Rouge (18e).

LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS.

Un réalisateur tourne un film comique muet avec des acteurs d'aujourd'hui.

Berlitz (2e) - Marignan Concorde (8e) - 14 Juillet (11e) - Nation (12e) - PLM Saint-Jacques (14e) - 14 Juillet (15e).

TOTO-MISERE ET NOBLESSE, avec Sophia Loren :

Une satire sociale qui met en scène le petit peuple de Naples.

Studio Git-le-Cœur (6e) - Madeleine (8e) - Olympic (14e).

BLUE COLLAR :

Dans une usine d'automobiles américaine : l'exploitation, le racisme et la bureaucratie syndicale.

Templiers (3e).

DROLE DE DRAME, de Marcel Carné, avec Michel Simon, Louis Jouvet et Jean-Louis Barrault.

Saint-Lambert (15e).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, avec Vittorio Gasman et Nino Manfredi.

Champo (5e).

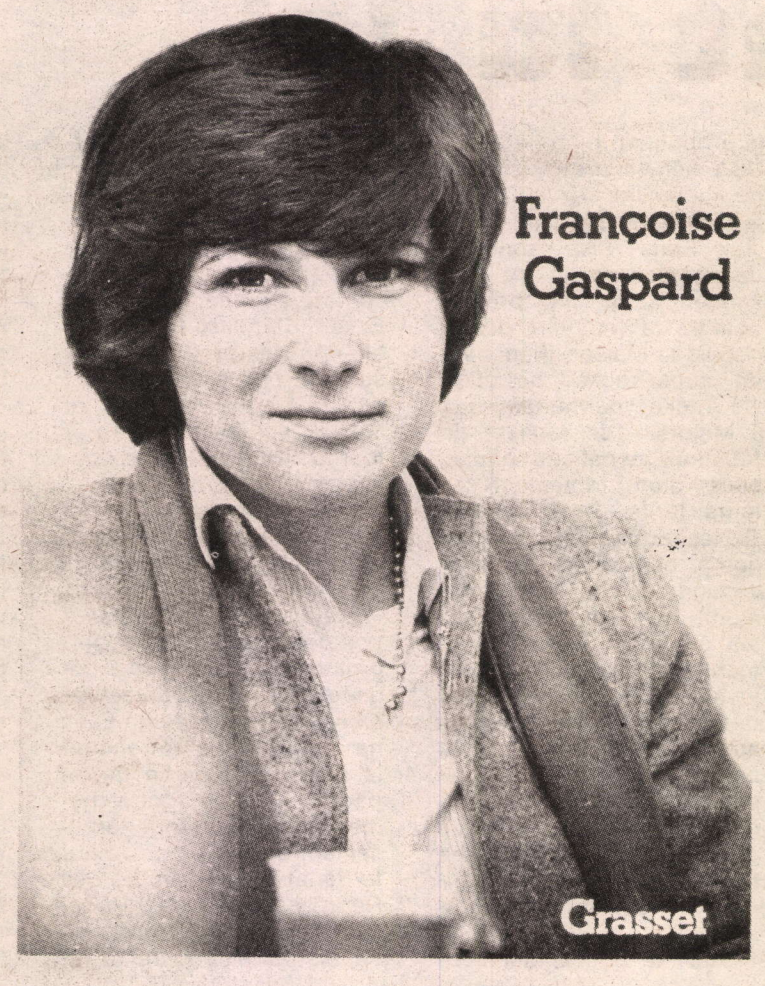
RETOUR avec Jane Fonda :

Les désillusions et la révolte d'Américains au retour de la guerre du Vietnam.

Studio Galande (5e).

LIVRES

"Madame Le..."



Françoise Gaspard

La première partie de ce livre consiste à raconter comment elle-même, Françoise Gaspard, militante du Parti Socialiste, en respectant « les règles du jeu », a réussi à se faire élire maire de Dreux. Tout en critiquant à juste titre les ficelles que tout apprenti politicien doit utiliser, s'il veut avoir ses chances dans le monde de la politique, elle nous explique qu'elle a dû elle aussi les utiliser. Elle s'inscrit à l'ENA, école d'apprentissage pour futurs hauts fonctionnaires, ministres et préfets, pour se poser, dit-elle, auprès des responsables de son parti : « **Enseignante,** dit-elle, **j'étais perdue dans la masse des militants. Enarque, je commençais à faire impression** ».

Pour nous montrer comment, à la force du poignet, elle aurait construit une réussite, dont elle est si fière, Françoise Gaspard nous explique que, pour arracher à la sortie de l'ENA un poste de magistrat dans un tribunal administratif, elle aurait, comme elle dit, monté son « coup ». Ainsi, pour éviter que ses compères de l'ENA ne délaissent les carrières de préfets à l'approche d'une éventuelle venue de la gauche au pouvoir et choisissent des postes de magistrats, jugés plus sûrs, elle aurait tenté de dissuader ses éventuels concurrents. Elle leur aurait téléphoné à tous dans la nuit, leur assurant qu'à la suite d'un entretien — imaginaire bien sûr — avec Rocard, elle avait obtenu des assurances sur la carrière de préfet ! Point besoin d'être sorti de l'ENA pour se douter que, même sous un gouvernement de gauche, un poste de préfet est une bonne place. Par contre, croire qu'on a influencé le choix de ses concurrents par un tel stratagème, c'est un peu puéril. A moins que F. Gaspard considère que les lecteurs, eux, sont assez naïfs pour applaudir à un tel exploit. Voilà qui donne bien le ton du livre.

Dans la seconde partie, toujours aussi pédante, elle raconte son expérience de maire de Dreux et les problèmes qu'elle rencontre auprès de la direction du Parti Socialiste. Lorsqu'une femme ose monter à la tribune au cours d'un congrès, explique F. Gaspard, **« on la laisse venir parce que cela prouve que, des femmes, on en a dans le parti et qu'on leur donne une possibilité de s'exprimer ; on l'écoute gentiment quelques instants, puis on bavarde, à moins qu'on ne profite de l'occasion pour aller boire un verre ».** Puis elle raconte comment et pourquoi elle a décidé de créer un courant de femmes au PS.

Mais, courant de femmes ou pas, Françoise Gaspard est comme les hommes politiques de son parti : comme eux, elle a fait carrière et en est fière ; pour elle comme pour eux, les intérêts de la classe ouvrière ne comptent pas dans la balance, à côté de leur course aux postes et de leurs intérêts électoraux, des intérêts électoraux qui semblent d'ailleurs justifier tous les moyens. Ce livre a au moins le mérite de le montrer.

Odette DYLAN

"Banana Brava"

de José Mauro DE VASCONCELOS

Ce livre, écrit en 1942, est le premier de José Mauro de Vasconcelos, romancier et acteur brésilien. Il met en scène des chercheurs de diamants (des **garimpeiros)** dans le **Sertao,** la brousse brésilienne. Aux dangers de la nature (jungle, sables mouvants, fauves, pinranhas) s'ajoutent ceux qui proviennent des hommes : jalousies, vols, bagarres, meurtres, vengeances, ivrognerie. Mais, dans ce monde violent des **garimpeiros**, existent quand même l'amitié, qui lie deux hommes à la vie et à la mort, et l'hospitalité patriarcale d'un cultivateur.

Mais, plus qu'un roman dont l'intrigue se suit, **Banana Brava** est une succession de contes sur les prouesses et les crimes des **garimpeiros.** Certains épisodes n'ont aucun lien avec l'intrigue et le moins que l'on puisse dire est que les caractères des personnages sont sommaires.

Reste une série d'aventures plutôt agréables à lire en cette époque de vacances et de détente.

Vincent GELAS

Banana Brava **de José Mauro de Vasconcelos - Ed. Stock - 205 p. - environ 45 F.**

TELE

Giscard à Apostrophes : Fermez la parenthèse

Il y avait décidément bien longtemps, trop longtemps sans doute, que Giscard n'était pas apparu à la télé. Il avait bêtement loupé l'arrivée du Tour de France, laissant la place sur le podium à Hinault, mais surtout à Chirac et à Soisson qui surent brillamment occuper la tribune... et le petit écran. Il est vrai qu'il était en Polynésie où, à chaque étape, il se voyait remettre non pas un vulgaire maillot jaune, mais un gracieux collier de fleurs.

Mais qu'à cela ne tienne, comme on sait bien faire les choses en France, on a rapidement trouvé une occasion de montrer aux Français que leur président n'était pas boycotté par la télé.

Il est invité, le 25 juillet, à l'émission de Bernard Pivot, Apostrophes, **pour parler de littérature. Avouez que c'est bien plus sérieux que de parader avec les beaux mollets du Tour de France. Et s'il a été choisi, ce n'est pas, comme certains esprits superficiels le pensent, parce qu'il est président de la République, mais parce qu'il manifeste de l'admiration pour Guy de Maupassant. Ben voyons, il a le droit d'aimer Maupassant, notre président ! Et il a même le devoir d'en informer les Français qui, sinon, risquent de bronzer idiots cet été en ignorant les goûts présidentiels en matière de littérature.**

Mais si, ce soir-là, on ouvrait un livre, de Maupassant ou d'un autre ? Cela permettrait de ne pas gâcher une soirée, tout en économisant de l'énergie. Ne faut-il pas traquer le gaspi sous toutes ses formes ?

Sélection

Samedi 28 juillet

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Messieurs les jurés : **L'affaire Moret.** Une histoire de meurtre dans le milieu du cyclisme accompagnée d'une critique du cyclisme, véritable commerce qui pousse les coureurs au bout de leur force.

Dimanche 29 juillet

TF1 - 19 h 45 - Les Animaux du Monde : **La meute sauvage.** Les chiens sauvages ou les plus redoutables chasseurs des steppes africaines.

TF1 - 20 h 35 - **Max et les ferrailleurs,** film policier de Claude Sautet, avec Michel Piccoli et Romy Schneider. Un inspecteur de police donne de faux renseignements sur une banque pour appâter « les ferrailleurs ».

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de minuit : **Le masque de Dimitrios.** Film policier d'atmosphère de Jean Negulesco avec Sydney Grennstreet, Peter Loore et Faye Emerson. La découverte progressive de la vraie personnalité d'un homme hors du commun.

Lundi 30 juillet

ANTENNE 2 - 21 h 40 - **Question de temps.** Un reportage sur l'agriculture de la mer en France, en Amérique et au Japon... Comment on essaie d'élever en vivier des crustacés et des poissons.

Mardi 31 juillet

TF1 - 20 h 35 - **Soirée d'ailleurs :** La Pologne. **La ligne d'ombre** d'Andrzej Wadja, téléfilm. Aventure et exotisme d'après un roman de Joseph Conrad.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran sur **les petits inventeurs...** ou des idées qui valent parfois de l'or, précédé d'un film de montage sur les inventions Gizmo.

FR3 - 20 h 30 - **La griffe et la dent.** Un documentaire sur la vie animale. De très belles images, mais aucune explication.

Mercredi 1er août

TF1 - 20 h 35 - **L'histoire en jugement : Erwin Rommel.** Avec des témoins de l'époque, dont Albert Speer, ancien ministre de l'Armement du IIIe Reich, Jordan, ancien Gauleiter, membre du Parti National-Socialiste. L'histoire de Rommel, un des grands officiers de l'armée allemande qui, en 1944, alors que l'Allemagne avait déjà perdu la guerre, a essayé avec d'autres officiers de jeter Hitler par-dessus bord pour limiter les dégâts.

TF1 - 22 h 50 - **La musique pour tout le monde.** Sous la direction de Roger Boutry, le premier mouvement de la **Symphonie en ut** de Bizet et les danses polovtziennes du **Prince Igor** d'Alexandre Borodine.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Film : **La belle et la bête** de Jean Cocteau avec Jean Marais. Conte fantastique qui raconte l'invraisemblable amour entre une bête et la belle, un appel à la tendresse et à la liberté. Un des grands classiques du cinéma français.

Jeudi 2 août

FR3 - 20 h 30 - **Le nouveau vendredi :** Erythrée, la guerre oubliée. Un reportage sur la guerre d'Erythrée qui oppose depuis plusieurs années les combattants érythréens au régime éthiopien.

FR3 - 20 h 30 Film : **La pépée du gangster,** comédie satirique italienne de Giogio Capitani avec Marcello Mastroianni et Sophia Loren, dans le genre parodie de film noir américain.

Vendredi 3 août

TF1 - 20 h 35 - Au théâtre ce soir : **La locomotive.** Comédie d'André Roussin avec Elvire Popesco.

USA

Les trusts pétroliers font la loi

Mercredi 25 juillet, parlant à la télévision américaine, Carter s'en est pris aux compagnies pétrolières. Le fait en soi est déjà assez exceptionnel pour avoir fait sensation. Mais en plus il paraît, selon les journalistes présents, que le président américain aurait accusé en termes violents ces compagnies de mener une « **lutte terrible** » afin que le Sénat ne vote pas une loi taxant certains super-bénéfices pétroliers, loi présentée par le chef de la Maison-Blanche lui-même.

Tout à son rôle de David présidentiel affrontant le Goliath pétrolier, Carter en a fait beaucoup, lançant aux téléspectateurs : « **J'ai besoin de votre aide, j'ai besoin de l'aide du peuple américain** ». Sans doute voulait-il parler... de sa réélection en 1980, que l'on dit peut-être compromise. En fait, cette mise en scène semble avant tout relever du cinéma électoral d'un président dont la popularité ne cesse de baisser, selon les sondages, tant la population serait persuadée qu'il mène une politique de soutien délibéré aux intérêts pétroliers.

Il faut dire que les consommateurs américains ont bien des raisons de penser que Carter et les « Majors » pétroliers sont de connivence. En effet, ces dernières semaines, le gouvernement n'a rien fait pour empêcher les pétroliers d'orchestrer une campagne de rationnement artificiel, visant à faire croire que le pétrole manquait et devait, de ce fait, augmenter. De même en avril dernier, Carter a fait adopter un plan d'économies d'énergie correspondant parfaitement aux visées des « Majors ».

Qu'on en juge : ce plan, qui a pour but de freiner les importations en hydrocarbures et de développer la production pétrolière aux USA mêmes, prévoit surtout de libérer les prix du pétrole extrait du sol américain. Aux Etats-Unis, l'annonce de ce plan aurait été ressentie, selon la presse, comme le feu vert donné depuis la Maison-Blanche à un super-racket pétrolier. Ce racket permettant aux « Majors » de réaliser de fabuleux bénéfices par le biais d'un triplement de leurs tarifs. Parallèlement, Carter promettait 142 milliards de dollars de subvention pour le développement de la recherche sur les énergies de remplacement. Mais, comme ce sont justement les compagnies pétrolières et les banques auxquelles celles-ci sont liées qui détiennent le quasi-monopole de la recherche énergétique, le plus gros de cette subvention a finalement toutes les chances de revenir aux « Majors » !

Ainsi la boucle est bouclée. D'un côté Carter permet aux compagnies pétrolières de réaliser de nouveaux et confortables bénéfices ; et de l'autre il s'apprête, en prime, à leur verser une énorme subvention. Exxon, Standard Oil ou Mobil, dont les profits officiels auraient crû respectivement de 37,4 %, 42,8 % et 80,6 % en un an (selon le journal **l'Humanité**), ne pouvaient espérer mieux.

Mais aujourd'hui, alors que Carter parle — pour se donner des airs d'indépendance vis-à-vis des « Majors » — de prélever une petite partie des superprofits qu'il contribue à dégager, les compagnies refusent et se cabrent. Elles ne veulent pas rétrocéder la plus petite partie de ce pactole que le gouvernement leur attribue généreusement et font pression sur le Sénat et la Chambre des Représentants (le Parlement américain). Pour inciter les parlementaires à refuser cette légère limitation de leurs appétits, les « Majors » disposent de moyens considérables. Le journal **Le Monde** chiffre à 14 et 21 millions de dollars le budget publicitaire d'Exxon et de Mobil, un budget qui permet d'acheter bien des votes.

Quel que soit le vote final du Congrès, de toute façon les « Majors » verront leurs profits encore considérablement augmenter cette année. Tout au plus dans un cas (si le projet Carter passe), les surprofits pétroliers seront-ils un peu moins grands que prévu.

Le seul finalement qui ait, peut-être, gros à perdre dans cette affaire, c'est Carter, lui qui espère visiblement beaucoup, par rapport aux prochaines élections présidentielles de 1980, de son simulacre d'opposition aux compagnies pétrolières.

P.L.

NICARAGUA

Le nouveau régime se met en place

Au pouvoir donc depuis une semaine, le nouveau régime nicaraguayen essaye de remettre en marche le pays : rétablir les transports, résoudre les problèmes d'hébergement et assurer les soins de la population victime de la guerre civile, rappeler ouvriers et employés à rejoindre leur poste et remettre les usines en route. Et cela ne peut pas aller sans d'énormes difficultés, car de nombreux véhicules ont été détruits, notamment une bonne partie des bus de la capitale, les principales villes pilonnées par les bombardiers de Somoza, des usines en partie détruites. Et même, juste avant de faire ses valises et de fuir le pays en emportant pour lui-même le plus qu'il pouvait, Somoza avait pris soin, en guise de vengeance, d'accroître encore les destructions. C'est en particulier sur ses ordres qu'un hélicoptère était allé le dernier jour jeter des fûts de 250 litres d'essence sur les usines de la zone industrielle de Managua. La Croix Rouge nicaraguayenne estime à 750 000 le nombre de personnes actuellement sans abri et sans emploi. Sur le plan agricole aussi, le coton, première source de devises du pays, n'a pas été semé.

Ce nouveau régime bénéficie de toute évidence du soutien de l'immense majorité de la population, soulagée par la chute du dictateur, comme l'a montré entre autres la manifestation monstre de Managua où, après leur victoire, les principaux chefs sandinistes et les ministres du gouvernement qu'ils ont mis en place se sont fait acclamer par cinq cent mille personnes. Mais s'ils veulent le soutien de la population, les chefs sandinistes ne tiennent par contre pas du tout à ce qu'elle intervienne elle-même dans la vie politique et, en plus de la remise en route économique du pays, le souci premier du régime est aussi de rétablir l'ordre, et de prendre en particulier soin de retirer des mains de la population elle-même les armes qu'elle a prises pendant la lutte contre Somoza. Ainsi un des premiers décrets du nouveau gouvernement a-t-il été de décider l'interdiction, pour quiconque n'est pas membre de l'armée sandiniste, de conserver des armes. Et il s'efforce de reconstituer le plus rapidement possible une armée nationale, où sont appelés à entrer, outre les guérilleros sandinistes, des officiers et soldats de l'ancien régime qui ont contribué à la chute de l'ancien régime.

Sur le plan économique, le gouvernement a été amené à prendre un certain nombre de mesures urgentes : d'abord il a annoncé la nationalisation des biens de la famille Somoza, qui s'était approprié une grande partie des richesses du pays, ainsi que ceux des officiers du régime somoziste qui les ont abandonnés en fuyant avec le dictateur ; c'est bien la moindre des choses. Il vient également de décider la nationalisation des banques et entreprises financières du pays (à l'exception de celles appartenant à des compagnies étrangères), tout en promettant d'ailleurs, par la bouche d'un membre de la junte, que les actions bancaires seraient remboursées en bons du trésor susceptibles d'être négociés. Et le gouvernement envisagerait également de nationaliser les industries minières et forestières, ainsi que les pêcheries. Mais le souci du nouveau régime de rassurer sur ses intentions le reste de la bourgeoisie nationale, comme d'ailleurs les gouvernements des USA et des autres pays d'Amérique latine, est évident. D'ailleurs, si la Junte de Reconstruction Nationale est pratiquement entre les mains du mouvement sandiniste, le gouvernement provisoire qu'ils ont mis au pouvoir constitue, écrit le journal **Le Monde, « un véritable annuaire de la bourgeoisie progressiste nicaraguayenne »**.

Et les principaux dirigeants du mouvement sandiniste ont tenu, dès leur arrivée au pouvoir, à rassurer sur ce qu'ils sont en réalité : « **Je n'ai jamais été marxiste** », a déclaré Thomas Borge, actuellement ministre de l'Intérieur ; alors que de son côté de Dr. Moïse Hassan, un des responsables de la Junte, rajoutait : « **Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe, à l'heure où tout le pays doit être reconstruit, de nous cantonner dans une certaine ligne idéologique** ».

La population applaudit à la fin du régime somoziste. Les nouveaux dirigeants veulent bien de son soutien, mais ne souhaitent pas qu'elle intervienne dans la vie politique.

Il est vrai que cela rappelle les déclarations de Fidel Castro à son arrivée au pouvoir, affirmant à l'adresse des USA : « **Je ne suis pas communiste** ». Il ne l'était pas, et ne l'est pas devenu non plus depuis ; mais c'est l'attitude intransigeante de l'impérialisme américain qui l'a amené à nationaliser toutes les compagnies américaines, à mener une politique plus radicale et à se rapprocher de l'URSS. Les USA semblent aujourd'hui avoir vis-à-vis du nouveau régime nicaraguayen, une attitude plus souple. C'est ainsi qu'après avoir soutenu jusqu'au dernier moment la dictature somoziste et couvert les massacres et les destructions de la Garde Nationale, ils ont qualifié d' « **extrêmement constructive et utile pour parvenir au retour de la paix** » l'attitude du nouveau gouvernement, ont décidé de lui accorder une « **aide humanitaire** » de plus de trois milliards de dollars et ont annoncé qu'ils étaient « **disposés à accroître considérablement leur coopération** ».

C'est qu'ils tiennent à ménager l'avenir et qu'ils savent bien qu'il n'y a pas **a priori** incompatibilité entre les intérêts des trusts américains et le régime sandiniste, et que le plus ou moins grand radicalisme des mesures que sera amené à prendre ce dernier dépendra plus des difficultés économiques qu'il rencontrera et de l'attitude de l'impérialisme à son égard que d'un quelconque programme ou de l'étiquette révolutionnaire dont il se pare.

Olivier BELIN